

Winspear Business School
University of Alberta
1-18 Business Building
Edmonton, Alberta T6G 2R6



le château 2003 RAPPORT ANNUEL

PROFIL

Chef de file au Canada, **Le Château** est un détaillant spécialisé offrant des vêtements, des chaussures et des accessoires avant-gardistes aux femmes et aux hommes soucieux de la mode. Le succès de notre marque repose sur notre capacité d'identifier rapidement les tendances de la mode et d'y réagir immédiatement grâce à nos forces en conception et en développement de produits, ainsi qu'à notre approche verticale.

Les vêtements de marque **Le Château** sont vendus exclusivement par l'entremise des 165 magasins de détail de la Société, lesquels ont une superficie moyenne de 3 500 pieds carrés. Tous ses magasins sont situés au Canada, à l'exception de quatre dans la région de New York.

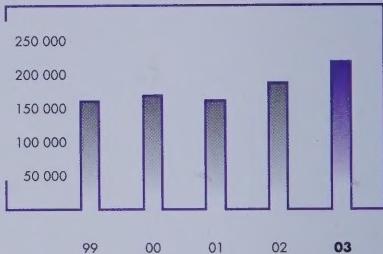
Le Château, qui accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits, fabrique environ 45 % de ses produits dans ses installations de production au Canada.

MAGASINS LE CHÂTEAU

et superficie en pieds carrés

	31 janvier 2004		25 janvier 2003	
	Magasins	Pieds carrés	Magasins	Pieds carrés
Ontario	54	203 983	55	206 844
Québec	46	217 707	43	173 542
Alberta	20	75 293	18	65 297
Colombie-Britannique	20	67 798	20	63 563
Manitoba	6	24 050	6	27 951
Nouvelle-Écosse	6	12 669	6	12 669
Saskatchewan	4	13 209	4	13 209
Nouveau-Brunswick	4	12 467	4	12 454
Terre-Neuve	1	2 500	1	2 500
Total Canada	161	629 676	157	578 029
Total États-Unis	4	22 506	4	22 606
Total magasins Le Château	165	652 182	161	600 635

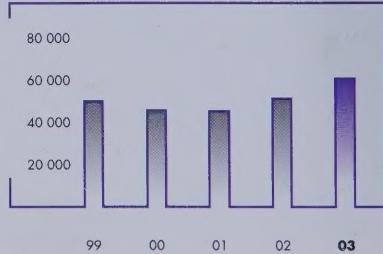
VENTES [en '000]



BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) [en '000]

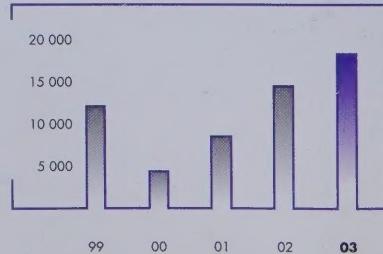


CAPITAUX PROPRES [en '000]



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

[en '000]



FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars sauf les données par action et les ratios)

Exercices terminés les	31 janvier 2004 (53 semaines)	25 janvier 2003	26 janvier 2002	27 janvier 2001	29 janvier 2000
Résultats					
Ventes	226 766	217 660	187 540	161 120	168 666
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375	4 010	(4 346)	9 019
Bénéfice net (perte nette)	10 648	7 562	1 852	(2 607)	5 269
• Par action	2,07	1,52	0,38	(0,53)	1,07
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
Nombre moyen d'actions en circulation ('000)	5 134	4 980	4 936	4 935	4 925
Situation financière					
Fonds de roulement	24 987	18 443	14 621	13 804	19 585
Capitaux propres	61 162	51 492	45 694	45 800	50 380
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915	68 189	68 624
Ratios financiers					
Ratio du fonds de roulement	1,99:1	1,79:1	1,80:1	1,89:1	2,41:1
Ratio de liquidités immédiates	0,96:1	0,70:1	0,63:1	0,46:1	0,94:1
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	0,11:1	0,08:1	0,10:1	0,13:1	0,08:1
Autres statistiques (unités comme précisé)					
Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544	4 394	12 048
Dépenses en immobilisations	14 438	9 019	5 025	10 379	10 628
Nombre de magasins en fin d'exercice	165	161	160	161	159
Superficie en pi ²	652 182	600 635	592 898	598 983	585 860
Ventes au pi ² ⁽²⁾	386	391	338	292	322

RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbol : **CTU.A**

Inscription boursière : **TSX**

Nombre d'actions participantes en circulation
(au 28 mai 2004) :

2 286 451 actions subalternes de catégorie A
avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B

Nombre d'actions en circulation dans le public :⁽³⁾
1 910 521 actions de catégorie A

Au 28 mai 2004 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A
(12 mois terminés le 28 mai 2004) :

16,00 \$ / 9,17 \$

Cours récent :

15,21 \$

Rendement des actions :

3,9 %

Ratio cours/bénéfice :

7,35 X

Ratio cours/valeur comptable :

1,30 X

Bénéfice par action :⁽⁴⁾

2,07 \$

Valeur comptable de l'action :⁽⁵⁾

11,66 \$

⁽¹⁾ Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

⁽²⁾ Excluant les magasins-entreposés Le Château.

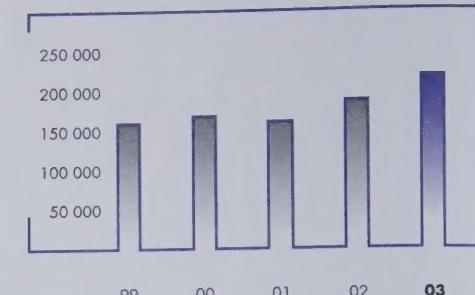
⁽³⁾ Excluant les actions détenues par les membres de la direction.

⁽⁴⁾ Exercice terminé le 31 janvier 2004.

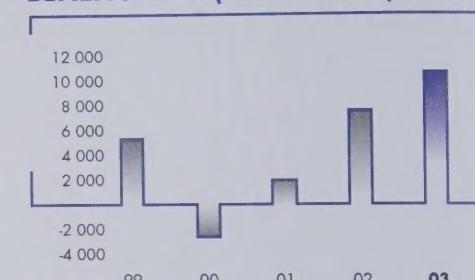
⁽⁵⁾ Au 31 janvier 2004.



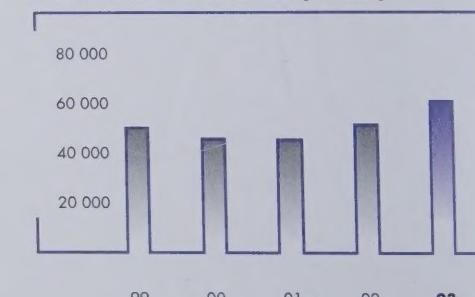
VENTES [en '000]



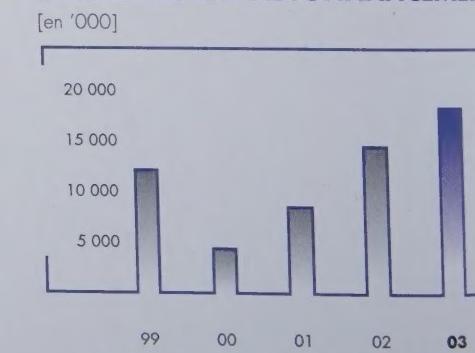
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) [en '000]



CAPITAUX PROPRES [en '000]



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT



FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars sauf les données par action et les ratios)

Exercices terminés les	31 janvier 2004 (53 semaines)	25 janvier 2003	26 janvier 2002	27 janvier 2001	29 janvier 2000
Résultats					
Ventes	226 766	217 660	187 540	161 120	168 666
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375	4 010	(4 346)	9 019
Bénéfice net (perte nette)	10 648	7 562	1 852	(2 607)	5 269
• Par action	2,07	1,52	0,38	(0,53)	1,07
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
Nombre moyen d'actions en circulation ('000)	5 134	4 980	4 936	4 935	4 925
Situation financière					
Fonds de roulement	24 987	18 443	14 621	13 804	19 585
Capitaux propres	61 162	51 492	45 694	45 800	50 380
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915	68 189	68 624
Ratios financiers					
Ratio du fonds de roulement	1,99:1	1,79:1	1,80:1	1,89:1	2,41:1
Ratio de liquidités immédiates	0,96:1	0,70:1	0,63:1	0,46:1	0,94:1
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	0,11:1	0,08:1	0,10:1	0,13:1	0,08:1
Autres statistiques (unités comme précisé)					
Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544	4 394	12 048
Dépenses en immobilisations	14 438	9 019	5 025	10 379	10 628
Nombre de magasins en fin d'exercice	165	161	160	161	159
Superficie en pi ²	652 182	600 635	592 898	598 983	585 860
Ventes au pi ² ⁽²⁾	386	391	338	292	322

RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbol : **CTU.A**

Inscription boursière : **TSX**

Nombre d'actions participantes en circulation

(au 28 mai 2004) :

2 286 451 actions subalternes de catégorie A
avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B

Nombre d'actions en circulation dans le public :⁽³⁾

1 910 521 actions de catégorie A

Au 28 mai 2004 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A
(12 mois terminés le 28 mai 2004) :

16,00 \$ / 9,17 \$

Cours récent :

15,21 \$

Rendement des actions :

3,9 %

Ratio cours/bénéfice :

7,35 X

Ratio cours/valeur comptable :

1,30 X

Bénéfice par action :⁽⁴⁾

2,07 \$

Valeur comptable de l'action :⁽⁵⁾

11,66 \$

⁽¹⁾ Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

⁽²⁾ Excluant les magasins-entreposés Le Château.

⁽³⁾ Excluant les actions détenues par les membres de la direction.

⁽⁴⁾ Exercice terminé le 31 janvier 2004.

⁽⁵⁾ Au 31 janvier 2004.



le château

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nous venons de terminer une année record, au cours de laquelle Le Château a maintenu et intensifié son pouvoir d'attraction envers notre marché cible, dynamique et en pleine croissance. Le style et la valeur de notre marchandise, la qualité de notre service à la clientèle et, surtout, la confiance associée à notre marque, ont mené la Société à un succès sans précédent.

En effet, en 2003, Le Château a réalisé les ventes et la rentabilité les plus importantes de son histoire. La tendance à la hausse est solide et se poursuit en 2004. Les quatre premiers mois de l'exercice en cours ont enregistré une hausse prometteuse de 5,2 % des ventes des magasins comparables. De surcroît, nous avons affiché une augmentation des ventes totales de 10,5 %.

Nous sommes fiers de signaler que nos bénéfices avant impôts ont grimpé à 17 millions de dollars en 2003, comparativement à 12 millions de dollars en 2002. Les ventes totales ont atteint un sommet inégalé de 226,8 millions de dollars, en regard de 217,7 millions en 2002. Bien que les ventes des magasins comparables n'aient connu qu'une hausse modeste de 0,6 %, cette hausse indique comment la détermination sérieuse de la Société et le travail d'équipe des employés ont permis de réaliser des résultats positifs dans une période d'incertitude économique.

En 2003, le bénéfice net après impôts totalisait 10,6 millions de dollars ou 2,07 \$ par action, comparativement à 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action l'année dernière.

Les dividendes versés en 2003 s'élevaient à 0,40 \$ par action. Le Château a versé des dividendes pendant 41 trimestres consécutifs. En outre, le 30 avril 2004, le Conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation de 50 % de son dividende trimestriel, qui passe de 0,10 \$ à 0,15 \$ par action.

En 2003, notre stratégie consistait à accentuer la différentiation de notre marque par l'amélioration de la qualité et de la conception de nos produits. De plus, nous avons perfectionné nos processus de planification, d'achats et de production, de manière à réduire nos délais de commercialisation. Ces améliorations ont permis à notre dynamique équipe de ventes d'offrir les bons articles mode, au moment opportun.

En 2004, notre objectif visant à améliorer la rentabilité se confirme. Nous continuerons à mettre l'accent sur une gestion efficiente, la différentiation de nos produits et un service à la clientèle exceptionnel. Pour notre 45e anniversaire, nous allons continuer de peaufiner tous les aspects de notre entreprise, afin de demeurer des chefs de file novateurs dans notre domaine et d'atteindre des résultats de calibre international.

En plus de ses principes fondamentaux de bon rapport qualité-prix et de service impeccable, Le Château applique en tout temps une troisième stratégie fondamentale. Cette stratégie consiste à offrir une expérience de magasinage dynamique, avec un flair et une attention qui inciteront les clients à revenir dans nos magasins encore et encore. Cette approche, à la fois tributaire et responsable du caractère bien enraciné de notre marque, a toujours lancé un message bien distinct sur le marché.

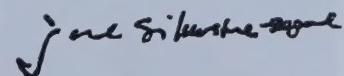
Nous désirons remercier nos actionnaires pour leur soutien et leur confiance en notre gestion. En 2004, la direction de Le Château poursuit son engagement à faire fructifier leurs investissements.

Enfin, aucune expression de gratitude ne serait suffisante pour souligner le talent immense, la créativité, la loyauté et l'enthousiasme de nos employés. De manière peu commune, leur engagement envers Le Château accorde leurs carrières aux objectifs à long terme de notre Société. Souhaitons qu'une fois de plus, leur dévouement et leur passion soient le levier de notre succès cette année.



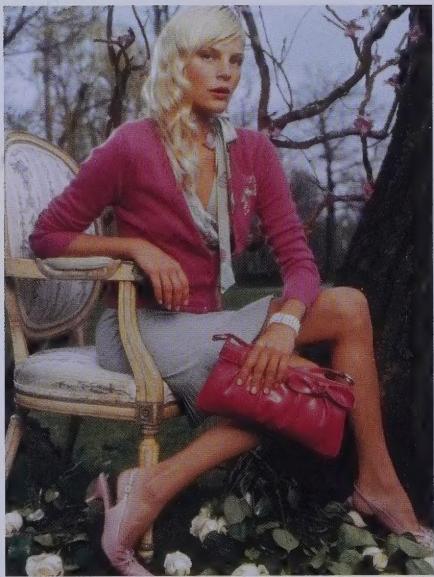
HERSCHEL H. SEGAL

Président du Conseil
et chef de la direction



JANE SILVERSTONE, B.A.LLL

Vice-présidente du Conseil



le château

ANALYSE PAR LA DIRECTION

de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le 3 mai 2004

L'exercice financier 2003 désigne, dans tous les cas, la période de 53 semaines terminée le 31 janvier 2004, comparativement à l'exercice financier 2002 qui désigne la période de 52 semaines terminée le 25 janvier 2003. L'Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation doit être lue conjointement aux états financiers consolidés vérifiés et aux notes afférentes aux états financiers consolidés de l'exercice financier 2003.

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$
Ventes	226 766	217 660	187 540
Bénéfice avant impôts	17 123	12 375	4 010
Bénéfice net	10 648	7 562	1 852
Bénéfice net par action			
De base	2,07	1,52	0,38
Dilué	1,98	1,45	0,37
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915
Dette à long terme ⁽¹⁾	4 580	1 978	1 958
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40
Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544
Augmentation des ventes des magasins comparables %	0,6 %	18,4 %	14,2 %
Superficie totale en pieds carrés à la fin de l'exercice	652 182	600 635	592 898
Ventes au pied carré, excluant les magasins-entrepôts (en dollars)	386	391	338

⁽¹⁾ Incluant les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Excluant la tranche de la dette à court terme et les avantages incitatifs reportés.

VENTES

Les ventes ont connu une hausse de 4,2 % durant l'exercice 2003, pour atteindre un chiffre d'affaires record de 226,8 millions de dollars, comparativement à 217,7 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les magasins comparables ont connu une augmentation des ventes de 0,6 % au cours de l'exercice. En excluant les magasins-entrepôts, les ventes au pied carré ont connu une baisse, passant de 391 \$ en 2002, à 386 \$ en 2003.

Au cours de cette année parsemée de conditions et d'événements externes adverses, l'optimisation des profits est devenue un facteur clé de nos stratégies commerciales. Nous avons poursuivi nos efforts visant à l'élargissement de notre clientèle et à la différenciation de notre marque en offrant continuellement et au bon moment les tendances les plus innovatrices dans des vêtements de qualité à prix abordable.

Nous avons poursuivi le déploiement de notre nouveau concept de magasins 2002, un programme de remodelage mis en place dans environ le tiers de nos magasins à ce jour. Ce concept de design de magasins reflète nos efforts visant à rehausser la qualité de notre marque et à élargir notre clientèle. Par le biais d'un design épuré et d'une présentation visuelle clairement définie, cet environnement en magasin fait en sorte que chaque division puisse devenir une destination distincte, avec plus de visibilité.

VENTES TOTALES PAR DIVISION

[en milliers de dollars]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$	2003-2002	2002-2001
Vêtements pour femmes	138 047	134 848	121 904	2,4 %	10,6 %
Vêtements pour hommes	26 707	24 721	18 033	8,0 %	37,1 %
Vêtements JUNIOR GIRL	17 363	19 731	18 303	(12,0)%	7,8 %
Chaussures	16 700	14 623	14 078	14,2 %	3,9 %
Accessoires	27 949	23 737	15 222	17,7 %	55,9 %
	226 766	217 660	187 540	4,2 %	16,1 %

La division des vêtements pour femmes a enregistré une hausse de 2,4 % de ses ventes en 2003 et demeure la division de la Société qui génère le plus de ventes, comptant pour 60,9 % des ventes totales. Le Château continue d'améliorer la conception et la fabrication de ses produits, tout en se concentrant sur l'élargissement de sa clientèle.

Les divisions des accessoires et des chaussures ont enregistré les plus importantes augmentations des ventes en 2003, soit des hausses respectives de 17,7 % et de 14,2 %. Ces deux divisions présentent un potentiel de croissance considérable pour 2004 et les années à venir.

En 2003, les revenus générés par la division pour hommes ont connu une hausse de 8,0 %. Au cours de l'année, les rayons pour hommes de cinq magasins existants ont été agrandis par des locaux adjacents, et six autres magasins le seront aussi au cours du premier trimestre 2004, alors que la Société continue à investir dans ce segment de marché.

Les ventes de la division de vêtements JUNIOR GIRL, une collection destinée aux préadolescentes de 8 à 12 ans, ont enregistré une baisse de 12,0 % en 2003. L'ensemble du marché destiné aux préadolescentes a connu des ventes stagnantes et s'est sorti avec peine d'une année très difficile. En réaction au marché, nous avons réorganisé notre espace immobilier existant de manière à maximiser la rentabilité en déplaçant, lorsque nécessaire, l'espace de vente vers des divisions plus rentables.

VENTES TOTALES PAR RÉGION

[en milliers de dollars]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$	2003-2002	2002-2001
Ontario	78 991	76 242	64 793	3,6 %	17,7 %
Québec	63 556	59 199	47 576	7,4 %	24,4 %
Prairies	39 322	36 591	31 598	7,5 %	15,8 %
Colombie-Britannique	27 530	26 865	23 869	2,5 %	12,6 %
Maritimes	9 776	9 523	8 350	2,7 %	14,0 %
États-Unis	7 591	9 240	11 354	(17,8)%	(18,6) %
	226 766	217 660	187 540	4,2 %	16,1 %

Les Prairies et le Québec ont enregistré la plus forte croissance au chapitre des ventes, avec des augmentations respectives de 7,5 % et de 7,4 %. Dans les Prairies, les ventes des magasins comparables ont connu une augmentation de 2,2 %, alors qu'elles sont demeurées stables au Québec. Les magasins comparables de l'Ontario et des Maritimes ont aussi connu une hausse de leurs ventes, soit de 2,5 % et de 1,3 % respectivement.

Les ventes des magasins comparables (en \$ US) pour les quatre magasins de la Société situés aux États-Unis, tous dans la région de New York, ont connu une baisse de 8,3 % en 2003, comparativement à la même période l'année précédente. Le Château met tout en œuvre pour restreindre ses frais d'exploitation aux États-Unis et procédera au réaménagement de son portfolio immobilier afin d'en assurer la rentabilité. Pour le premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2004, les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 22,5 % (en \$ US).

Durant l'année, Le Château a ouvert 6 nouveaux magasins et a rénové 18 magasins existants. Au 31 janvier 2004, la Société exploitait 165 magasins (dont 11 magasins-entrepôts) comparativement à 161 (dont 8 magasins-entrepôts) à la fin de l'exercice précédent. La superficie totale des magasins à la fin de l'exercice s'élevait à 652 000 pieds carrés, en regard de 601 000 pieds carrés à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de plus de 8 %.

CHARGES D'EXPLOITATION

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, le coût des marchandises vendues et les frais d'achat et d'occupation ont diminué à 62,0 % par rapport à 64,6 % en 2002. Cette baisse est attribuable aux améliorations constamment apportées à la gestion des stocks, qui ont entraîné une marge bénéficiaire brute accrue.

Pour l'exercice 2003, les charges générales et les charges de vente et d'administration se chiffraient à 60,5 millions de dollars, comparativement à 57,0 millions de dollars en 2002. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges générales et les charges de vente et d'administration ont augmenté à 26,7 % en 2003, comparativement à 26,2 % en 2002.

Les intérêts débiteurs sont passés de 350 000 \$ en 2002 à 339 000 \$ en 2003, en raison d'un remboursement de 2,8 millions de dollars de la dette à long terme au cours de l'exercice et de la baisse des taux d'intérêt en 2003.

Les frais d'amortissement ont enregistré une hausse, passant de 6,9 millions de dollars en 2002 à 7,7 millions de dollars en 2003, cette hausse étant attribuable à des investissements additionnels dans les immobilisations.

La provision pour impôts de 6,5 millions de dollars en 2003 représente un taux d'imposition effectif de 37,8 %, comparativement à un taux de 38,9 % l'année précédente. La réduction du taux d'imposition effectif de l'année est due à la baisse du taux d'imposition sur le revenu du gouvernement fédéral.

BÉNÉFICE

Le bénéfice net a atteint un résultat record de 10,6 millions de dollars ou 2,07 \$ par action (de base) en 2003, comparativement à 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action en 2002.

Le bénéfice net de la Société attribuable à ses opérations au Canada totalisait 11,9 millions de dollars ou 2,32 \$ par action (de base), alors qu'elle a enregistré une perte nette aux États-Unis de 1,3 million de dollars canadiens ou (0,25) \$ CA par action.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La Société possède des liquidités importantes, largement suffisantes pour soutenir ses activités d'exploitation, ainsi qu'une situation financière solide. Ces liquidités suivent une courbe saisonnière en fonction du calendrier des achats de stocks et des dépenses en immobilisations; les liquidités sont à leur sommet à la fin de l'exercice, et à leur plus bas niveau à la fin du second trimestre.

La situation de trésorerie de la Société s'établissait à 22,1 millions de dollars ou 4,21 \$ par action en 2003, en hausse par rapport à 15,0 millions de dollars ou 3,00 \$ par action en 2002. La marge brute d'autofinancement a augmenté à 18,3 millions de dollars en 2003, en regard de 14,5 millions de dollars l'année précédente, cette augmentation étant attribuable principalement à un bénéfice net plus élevé. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation (incluant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement) ont augmenté à 19,2 millions de dollars, comparativement à 16,0 millions de dollars en 2002.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation et de financement ont servi aux activités de financement et d'investissement suivantes :

- Des dépenses en immobilisations de 14,4 millions de dollars, réparties ainsi :

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

[en milliers de dollars]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$
Ouverture de magasins (6 magasins; 2002 – 1 magasin; 2001 – 2 magasins)	1 434	298	341
Rénovation de magasins (18 magasins; 2002 – 16 magasins; 2001 – 11 magasins)	7 336	5 681	3 341
Systèmes informatiques	4 447	1 033	721
Autres	1 221	2 007	622
	14 438	9 019	5 025

De ces 14,4 millions de dollars de dépenses en immobilisations, une tranche de 14,3 millions de dollars est liée aux opérations canadiennes et de 0,1 million de dollars aux activités américaines. Des investissements dans les systèmes informatiques, 3,5 millions de dollars ont été consacrés à un nouveau système de terminaux aux points de vente mis en place pendant la première moitié de l'exercice 2004. Le budget total prévu pour ce projet est d'environ 4,5 millions de dollars.

- Le versement de dividendes totalisant 2,1 millions de dollars.
- Le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition et de la dette à long terme totalisant 2,8 millions de dollars.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

[en milliers de dollars]

	Total \$	Moins d'une année \$	1 à 3 années \$	4 à 5 années \$	Après 5 années \$
Dette à long terme	1 766	914	852	—	—
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5 253	1 525	2 888	840	—
Contrats de location-exploitation ⁽¹⁾	111 914	21 599	36 806	27 509	26 000
	118 933	24 038	40 546	28 349	26 000

⁽¹⁾ Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme, excluant les loyers supplémentaires fondés sur les ventes en magasin.

Pour l'exercice 2004, les dépenses en immobilisations prévues se chiffrent à environ 17 millions de dollars, dont 15,5 millions de dollars seront consacrés à l'ouverture de 6 à 10 nouveaux magasins et à la rénovation de 20 à 25 magasins existants, et 1,5 million de dollars sera investi dans la technologie informatique. De plus, afin d'offrir sa marque dans toutes les régions du Canada, la Société est continuellement à la recherche de nouvelles occasions dans des marchés clés.

La direction prévoit être en mesure de continuer à financer l'exploitation de la Société et la majorité des dépenses en immobilisations à même la marge brute d'autofinancement. Au besoin, elle pourrait également puiser dans ses ressources financières qui, à la fin de l'exercice, consistaient en des espèces et des quasi-espèces de 22,1 millions de dollars et une marge de crédit rotative de 16,0 millions de dollars qu'elle détient auprès de son institution bancaire.

La Société dispose jusqu'au 31 juillet 2004 d'une facilité de 4,5 millions de dollars afin de financer le nouveau système des points de vente. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 60 mois, et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,26 %). La facilité est garantie par le matériel financé. Après le 31 janvier 2004, un montant de 3,2 millions de dollars a été prélevé sur cette facilité.

De plus, la Société dispose jusqu'au 31 août 2004 d'une facilité de 6,0 millions de dollars afin de financer les rénovations de magasins. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 48 mois et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,35 %). La facilité est garantie par les agencements et le matériel des magasins financés. Au 1^{er} mai 2004, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de cette facilité.

La Société ne dispose d'aucun arrangement de financement sans effet hors bilan.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement se chiffrait à 25,0 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 18,4 millions de dollars à la fin de 2002.

Les stocks ont augmenté à 26,1 millions de dollars par rapport à 25,5 millions de dollars un an auparavant, cette hausse étant principalement attribuable à la réception anticipée de notre collection de printemps cette année, ainsi qu'au fait que le présent exercice financier s'est clos une semaine plus tard, comparativement au précédent exercice.

L'avoir des actionnaires a connu une hausse pour se chiffrer à 61,2 millions de dollars à la fin de l'exercice, déduction faite des 2,1 millions de dollars versés en dividendes. La valeur comptable par action a augmenté à 11,66 \$ à la fin de l'exercice, en regard de 10,25 \$ au 25 janvier 2003, et comprenait 4,21 \$ d'espèces et de quasi-espèces.

Le total de la dette à long terme et des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, y compris les tranches à court terme, s'est haussé à 7,0 millions de dollars par rapport à 4,2 millions de dollars en 2002, après le financement additionnel de 5,6 millions de dollars de la dette à long terme et le remboursement de 2,8 millions de dollars effectués au cours de l'exercice. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré sain à 0,11 : 1, comparativement à 0,08 : 1 l'année précédente.

DIVIDENDES

En 2003, Le Château a maintenu, pour la dixième année consécutive, sa politique de versement de dividendes trimestriels sur les actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et les actions de catégorie B avec droit de vote. Le total des dividendes par action de catégories A et B versés s'élevait à 0,10 \$ par trimestre ou 0,40 \$ pour l'exercice 2003.

Le 30 avril 2004, le Conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation de 50 % de son dividende trimestriel, qui passe de 0,10 \$ à 0,15 \$ par action, payable le 7 juin 2004 aux actionnaires inscrits en date du 21 mai 2004 à la fermeture des bureaux. Le rendement des actions – basé sur le cours de clôture de 15,25 \$ par action enregistré le 30 avril 2004 – était de 3,9 %.

Un nombre de 2 229 841 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et de 3 020 000 actions de catégories B avec droit de vote étaient en circulation au 1^{er} mai 2004. De plus, un nombre de 425 250 options sur actions, dont les prix d'exercice vont de 2,33 \$ à 7,25 \$, étaient en circulation. De ces options en circulation, 193 950 étaient exercables.

NORMES COMPTABLES MISES EN ŒUVRE EN 2003

Rémunérations à base d'actions

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté, de manière prospective, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions. Ces recommandations exigent que la rémunération à l'égard de toutes les attributions aux non-employés et certaines attributions aux employés, y compris les droits à la plus-value d'actions, les attributions directes d'actions et les attributions qui prévoient un règlement en espèces ou autres actifs, soient mesurées et comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur. Ces recommandations ont été modifiées par la suite et exigent maintenant que le coût de rémunération soit constaté dans l'état des résultats.

Conformément aux recommandations de l'ICCA susmentionnées, toute contrepartie payée par les employés au moment de l'exercice des options sur actions attribuées est portée au crédit du capital social. Les informations pro forma relatives au coût de rémunération devant être fournies en vertu de la méthode de la juste valeur sont présentées à la note 8 des « États financiers consolidés ». En ce qui a trait aux options sur actions attribuées avant le 27 janvier 2002, la Société n'est pas tenue de présenter ou de comptabiliser le coût de rémunération qui s'y rattache, et les chiffres correspondants n'ont pas été retraités.

Le coût de rémunération relatif aux options sur actions attribuées aux employés après le 25 janvier 2003 sera comptabilisé à l'état consolidé des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, les résultats de la Société n'ont pas été touchés, car aucune option n'a été attribuée.

NORMES COMPTABLES RÉCEMMENT ÉMISES

Relations de couverture

En 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité N° 13 « Relations de couverture », qui traite de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité des couvertures et également de la cessation de la comptabilité de couverture, mais ne précise pas les méthodes de comptabilité de couverture. Cette note d'orientation est applicable aux relations de couverture en vigueur dans les exercices commençant le 1^{er} juillet 2003 ou à une date ultérieure.

Dépréciation d'actifs à long terme

Le 1^{er} février 2004, la Société a adopté de manière prospective le chapitre 3063 du Manuel de l'ICCA intitulé «Dépréciation d'actifs à long terme», en vertu duquel une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes et notes d'orientation et, par conséquent, n'a pas encore évalué l'incidence, le cas échéant, sur les états financiers consolidés subséquents.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers exige de la Société qu'elle estime l'incidence de divers éléments qui sont intrinsèquement incertains en date des états financiers. Chacune des estimations requises varie selon le degré de jugement utilisé et son incidence potentielle sur les résultats financiers présentés de la Société. Les estimations sont jugées déterminantes lorsqu'une estimation différente aurait pu être utilisée ou lorsque des changements dans l'estimation sont vraisemblablement susceptibles de survenir d'un exercice à un autre et qu'ils auraient une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur l'évolution de sa situation financière ou sur les résultats de son exploitation. Les principales conventions comptables de la Société sont présentées à la note 1 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés », et les estimations comptables déterminantes inhérentes à ces conventions comptables sont présentées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société inscrit une provision pour refléter la meilleure estimation de la direction à l'égard de la valeur de réalisation nette, incluant une marge bénéficiaire normale sur ses stocks. En outre, une provision au titre de la diminution et de la désuétude des stocks est calculée en fonction des résultats passés. La direction revoit continuellement la totalité de la provision afin de déterminer, en fonction de la conjoncture économique et de l'évaluation des tendances de ventes passées, si cette dernière est adéquate.

Dépréciation des immobilisations

La direction procède à une évaluation de la valeur courante des actifs associés aux magasins de détail. Une réduction de valeur est comptabilisée si les fonds autogénérés anticipés non actualisés devant être générés par les actifs associés aux magasins de détail s'avèrent inférieurs à leur valeur comptable.

RISQUES ET INCERTITUDES

Concurrence et conjoncture économique

La mode est une industrie hautement concurrentielle et d'envergure internationale qui se doit de suivre l'évolution rapide de la demande des consommateurs. De plus, plusieurs facteurs extérieurs, indépendants de notre volonté, influencent le climat économique et la confiance des consommateurs. Cet environnement accentue l'importance d'une différenciation en magasin, d'un service à la clientèle de qualité et du dépassement continual des attentes des clients, afin de leur offrir une expérience globale en magasin.

Dans cette optique, Le Château croit que son caractère distinctif, la mise en marché et le design novateurs de ses magasins, sa situation financière solide, ainsi que son équipe gagnante d'employés dynamiques se consacrant à offrir la meilleure expérience en magasin qui soit, contribueront au succès continu de son entreprise.

Baux

Tous les magasins de la Société sont assujettis à des contrats de location à long terme, dont la majorité sont assortis de conditions de location favorables. Toute augmentation des taux de location aurait des conséquences négatives pour la Société.

Risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite aux fluctuations des cours entre le dollar canadien et le dollar américain. La Société a recours à des contrats à terme pour fixer le taux de change sur ses besoins prévus en dollars américains.

La Société est partie à des contrats de change utilisés pour gérer les risques liés aux taux de change. Les gains et pertes matérialisés sur les contrats de change conclus afin de couvrir des opérations futures sont inclus dans la mesure de l'opération de change connexe.

La Société conclut des contrats de change à terme en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants spécifiques de devises à des dates ultérieures établies et à des taux de change à terme fixés d'avance. Les contrats sont appariés avec les achats de devises prévus aux États-Unis. La Société conclut des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques de pertes découlant d'une baisse éventuelle de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises. Afin de minimiser les risques, la Société ne conclut des contrats de change à terme qu'avec des banques à charte canadiennes.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		Total	
	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$
Ventes	45 270	42 960	54 180	51 597	57 763	60 434	69 553	62 669	226 766	217 660
Bénéfice avant impôts	826	667	4 153	3 888	6 120	4 946	6 024	2 874	17 123	12 375
Bénéfice net	381	343	2 543	2 422	3 810	3 009	3 914	1 788	10 648	7 562
Bénéfice net par action										
De base	0,08	0,07	0,50	0,49	0,74	0,60	0,75	0,36	2,07	1,52
Dilué	0,07	0,07	0,48	0,47	0,71	0,57	0,72	0,34	1,98	1,45

Le chiffre d'affaires de la Société suit habituellement une courbe saisonnière; en effet, les ventes au détail sont plus élevées au cours des troisième et quatrième trimestres, résultats attribuables respectivement à la période de la rentrée des classes et à la période des Fêtes.

Résultats du quatrième trimestre

La Société a enregistré une augmentation des ventes de 11,0 % pour atteindre 69,6 millions de dollars pour la période de 14 semaines qui a pris fin le 31 janvier 2004, comparativement à des ventes de 62,7 millions de dollars pour la période de 13 semaines ayant pris fin le 25 janvier 2003. Les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 3,4 % au cours du quatrième trimestre, comparativement à la même période l'an dernier.

La Société a enregistré une hausse de 119 % de son bénéfice net pour le quatrième trimestre, soit un bénéfice net de 3 914 000 \$ ou 0,75 \$ par action, en regard de 1 788 000 \$ ou 0,36 \$ par action pour la même période l'année précédente.

PERSPECTIVES

Le Château prévoit une croissance stable des ventes et du bénéfice pour l'exercice 2004. Pour le premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2004, les ventes totales ont augmenté de 11,9 % et les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 5,3 %. En rehaussant ses normes de service et en présentant des produits innovateurs, la Société continuera à faire de la satisfaction de sa clientèle sa priorité. De plus, elle poursuivra ses efforts visant à améliorer tous les aspects de l'entreprise par une consolidation constante de sa marque, une meilleure gestion des stocks, ainsi qu'un contrôle plus sévère des coûts et des investissements dans la recherche, la conception et le développement, les rénovations et les nouvelles technologies.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Cette « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation », de même que le rapport annuel, contiennent des énoncés prévisionnels portant sur la Société ou sur l'environnement dans lequel elle œuvre qui sont fondés sur des attentes, des suppositions et des prévisions de la Société. Ces énoncés ne constituent pas des garanties de rendement futur et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et indépendants de la volonté de la Société. De fait, un certain nombre de facteurs peuvent intervenir et faire en sorte que les résultats soient différents sur le plan matériel de ceux qui sont exprimés dans ce communiqué, facteurs qui sont évoqués dans d'autres documents publics de la Société. Donc, les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux énoncés prévisionnels. De plus, ces derniers ne font état que de la situation au jour où ils ont été écrits et la Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir de tels énoncés à la suite de quelque événement ou circonstance que ce soit.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte qu'il y ait un écart important entre les résultats ou les événements réels et les prévisions actuelles incluent notamment : la capacité de la Société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et la mesure dans laquelle ces initiatives seront aussi fructueuses que prévues; les conditions de concurrence dans le secteur dans lequel évolue la Société; la variation des dépenses de consommation; les conditions économiques générales et les incertitudes habituelles liées aux affaires; les préférences des consommateurs à l'égard de la gamme de produits; les conditions météorologiques saisonnières; la variation des taux de change; les changements dans les relations qu'entretient la Société avec ses fournisseurs; les fluctuations des taux d'intérêt et les autres variations des frais d'emprunt; et les modifications des lois, règles et réglementations applicables à la Société.



Carrefour Laval
Québec, Canada



le château

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À l'égard de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de Le Château Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. À chaque trimestre, le comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.

Herschel H. Segal
Président du Conseil et
chef de la direction

Emilia Di Raddo, CA
Présidente et
secrétaire générale

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de Le Château Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Château Inc. aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 et les états consolidés des bénéfices non répartis, des résultats, et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Montréal, Canada
le 25 mars 2004

Comptables agréés

BILANS CONSOLIDÉS

Au 31 janvier 2004

[chiffres correspondants au 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
ACTIF [note 2]		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces [note 15]	22 067	15 040
Débiteurs et charges payées d'avance	1 394	1 169
Stocks [note 3]	26 075	25 482
Prêt à un administrateur [note 4]	566	—
Total de l'actif à court terme	50 102	41 691
Prêt à un administrateur [note 4]	—	566
Immobilisations [note 5]	44 444	38 262
	94 546	80 519
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer [note 11]	20 148	17 609
Dividendes à payer	525	503
Impôts sur les bénéfices à payer	2 003	2 877
Tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	1 525	776
Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme [note 7]	914	1 483
Total du passif à court terme	25 115	23 248
Obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	3 728	212
Dette à long terme [note 7]	852	1 766
Impôts sur les bénéfices futurs [note 9]	1 758	1 888
Avantages incitatifs reportés	1 931	1 913
Total du passif	33 384	29 027
Capitaux propres		
Capital social [note 8]	14 774	13 680
Bénéfices non répartis	46 388	37 812
Total des capitaux propres	61 162	51 492
	94 546	80 519

Engagements [note 11]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

Herschel H. Segal
Administrateur

Jane Silverstone, B.A.LL.B.
Administratrice

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
Solde au début de l'exercice	37 812	32 249
Bénéfice net	10 648	7 562
	48 460	39 811
Dividendes	2 072	1 999
Solde à la fin de l'exercice	46 388	37 812

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars, sauf les montants relatifs aux actions]

	2004 \$	2003 \$
Chiffre d'affaires	226 766	217 660
Coût des marchandises vendues et charges		
Coût des marchandises vendues, frais d'achat et d'occupation	140 537	140 705
Charges générales et charges de vente et d'administration	60 511	57 012
Intérêts	339	350
Amortissement	7 745	6 937
Radiation d'immobilisations	511	281
	209 643	205 285
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375
Provision pour impôts sur les bénéfices [note 9]	6 475	4 813
Bénéfice net	10 648	7 562
Résultat net par action [note 10]		
De base	2,07	1,52
Dilué	1,98	1,45
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	5 133 949	4 979 581

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	10 648	7 562
Rajustement pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	7 745	6 937
Radiation d'immobilisations	511	281
Amortissement des avantages incitatifs reportés	(463)	(393)
Impôts sur les bénéfices futurs	(130)	116
	18 311	14 503
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation [note 13]	847	1 526
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 158	16 029
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'un prêt à un administrateur	—	120
Produits des contrats de location-acquisition	5 620	—
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(1 355)	(1 537)
Produit de la dette à long terme	—	2 500
Remboursement de la dette à long terme	(1 483)	(1 210)
Avantages incitatifs reportés	481	82
Émission de capital social	1 094	235
Dividendes versés	(2 050)	(1 990)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 307	(1 800)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(14 438)	(9 019)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 438)	(9 019)
Augmentation des espèces et quasi-espèces	7 027	5 210
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	15 040	9 830
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	22 067	15 040
Information supplémentaire :		
Intérêts payés pendant l'exercice	339	350
Impôts sur les bénéfices payés pendant l'exercice, montant net	7 473	3 555

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2004 et 25 janvier 2003

[Les montants des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire.]

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation par la direction d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient être différents des montants estimés. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Le Château Inc. et de sa filiale en propriété exclusive.

Conversion des comptes exprimés en monnaie étrangère

Les opérations libellées en monnaie étrangère et les établissements étrangers intégrés utilisent la méthode temporelle. Les actifs et passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les autres actifs et passifs sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice, à l'exception du coût des stocks utilisés et de l'amortissement, lesquels sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de l'acquisition des actifs connexes. Les résultats font état des gains et pertes de change.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces se composent des fonds en caisse et des soldes auprès d'institutions bancaires. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces, en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal de leur valeur et d'être assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins.

Stocks

Les matières premières et les produits en cours sont évalués au moindre du coût spécifique et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués, selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins la marge bénéficiaire normale.

Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est imputé aux résultats comme suit :

Bâtiment	10 %, amortissement dégressif
Mobilier et matériel	5 à 10 ans, amortissement linéaire
Automobiles	30 %, amortissement dégressif

Les droits de location et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

Le 1^{er} février 2004, la Société adoptera de manière prospective le chapitre 3063 du Manuel de l'ICCA intitulé «Dépréciation d'actifs à long terme», en vertu duquel une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de la nouvelle norme.

Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

1. CONVENTIONS COMPTABLES [suite]

Rémunérations à base d'actions

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté, de manière prospective, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions. Ces recommandations exigent que la rémunération à l'égard de toutes les attributions aux non-employés et certaines attributions aux employés, y compris les droits à la plus-value d'actions, les attributions directes d'actions et les attributions qui prévoient un règlement en espèces ou autres actifs, soient mesurées et comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur. Ces recommandations ont été modifiées par la suite et exigent maintenant que le coût de rémunération soit constaté dans l'état des résultats.

Conformément aux recommandations de l'ICCA susmentionnées, toute contrepartie payée par les employés au moment de l'exercice des options sur actions attribuées est portée au crédit du capital social. Les informations pro forma relatives au coût de rémunération devant être fournies en vertu de la méthode de la juste valeur sont présentées à la note 8. En ce qui a trait aux options sur actions attribuées avant le 27 janvier 2002, la Société n'est pas tenue de présenter ou de comptabiliser le coût de rémunération qui s'y rattache, et les chiffres correspondants n'ont pas été retraités.

Le coût de rémunération relatif aux options sur actions attribuées aux employés après le 25 janvier 2003 sera comptabilisé à l'état consolidé des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, les résultats de la Société n'ont pas été touchés, car aucune option n'a été attribuée.

Frais d'ouverture de magasins

Les frais d'ouverture de magasins sont passés en charges dès qu'ils sont engagés.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, laquelle exige que le calcul des actifs et des passifs d'impôts futurs soit fait selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur, dans l'éventualité d'écart temporaire causé par la différence entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable.

Résultat par action

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution est calculé comme si la totalité des options ayant un effet dilutif avaient été exercées au début de la période considérée ou à la date d'émission, si elle est postérieure, et le produit de l'exercice de ces options est utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant la période.

Instruments financiers dérivés

La Société est partie à des contrats de change utilisés pour gérer les risques liés aux taux de change. Les gains et pertes matérialisés sur les contrats de change conclus afin de couvrir des opérations futures sont inclus dans la mesure de l'opération de change connexe.

Fin de l'exercice

L'exercice de la Société se termine le dernier samedi de janvier. L'exercice terminé le 31 janvier 2004 porte sur une période de 53 semaines, tandis que l'exercice terminé le 25 janvier 2003 porte sur une période de 52 semaines.

2. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit d'exploitation s'élevant à 11 millions de dollars, qui sont portées à 16 millions de dollars pendant la période du 15 avril au 15 septembre, garanties par les débiteurs et les stocks de la Société, les actions émises d'une filiale et une hypothèque mobile qui prévoit une charge sur les actifs de la Société. Cette convention de crédit est renouvelable annuellement. Les montants prélevés sur ces facilités de crédit sont remboursables à vue et portent intérêt aux taux établis d'après le taux bancaire préférentiel pour les emprunts libellés en dollars canadiens, d'après le taux de base aux États-Unis pour les emprunts libellés en dollars américains et d'après le taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 % pour les acceptations bancaires en dollars canadiens. En outre, les modalités de la convention bancaire exigent que la Société respecte certains ratios financiers et non-financiers.

La Société dispose jusqu'au 30 avril 2004 d'une facilité de 4,5 millions de dollars afin de financer le nouveau système des points de vente. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 60 mois, et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,26 %). La facilité est garantie par le matériel financé. Après le 31 janvier 2004, un montant de 3,2 millions de dollars a été prélevé sur cette facilité.

De plus, la Société dispose jusqu'au 31 août 2004 d'une facilité de 6 millions de dollars afin de financer les rénovations de magasins. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 48 mois et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,35 %). La facilité est garantie par les agencements et le matériel des magasins financés. Au 25 mars 2004, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de cette facilité.

3. STOCKS

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
Matières premières	4 246	4 800
Produits en cours	1 119	1 234
Produits finis	20 710	19 448
	26 075	25 482

4. PRÊT À UN ADMINISTRATEUR

Le prêt ne porte pas intérêt et a été accordé en vertu du régime d'achat d'actions.

Au 31 janvier 2004, les actions que détient la Société à titre de sûreté pour le prêt ont une valeur marchande de 625 000 \$ [503 000 \$ en 2003]. Ce prêt a été remboursé le 27 février 2004.

5. IMMOBILISATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 janvier 2004			
Terrain et bâtiment	989	519	470
Droits de location et améliorations locatives	26 847	11 951	14 896
Caisse enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 339	3 933	4 406
Autres mobilier et agencements	36 567	15 386	21 181
Automobiles	130	94	36
Matériel aux points de vente pas encore utilisé	3 455	—	3 455
	76 327	31 883	44 444
25 janvier 2003			
Terrain et bâtiment	989	474	515
Droits de location et améliorations locatives	24 867	10 887	13 980
Caisse enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 311	3 507	4 804
Autres mobilier et agencements	32 040	13 111	18 929
Automobiles	131	97	34
	66 338	28 076	38 262

Des immobilisations de 6 290 000 \$ [2 645 000 \$ en 2003] sont détenues en vertu de contrats de location-acquisition. L'amortissement cumulé à l'égard de ces immobilisations totalise 553 000 \$ [691 000 \$ en 2003].

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les loyers minimums futurs à payer en vertu des contrats de location-acquisition sont comme suit :

	\$
2005	1 812
2006	1 594
2007	1 594
2008	858
Total des loyers minimums à payer	5 858
Montant représentant l'intérêt à des taux se situant entre 5,5 % et 6,4 %	605
	5 253
Moins la tranche échéant à moins d'un an	1 525
	3 728

La juste valeur des contrats de location-acquisition à taux fixe est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux courant du marché pour les dettes ayant la même durée jusqu'à l'échéance. La juste valeur de ces contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable.

7. DETTE À LONG TERME

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
Prêt remboursé au cours de l'exercice	—	446
Convention de sécurité garantie II de 6,97 %, échéant le 15 juillet 2004	178	524
Convention de sécurité garantie III de 6,35 %, échéant le 27 février 2006	1 588	2 279
	1 766	3 249
Moins la tranche échéant à moins d'un an	914	1 483
	852	1 766

Les contrats d'emprunt sont garantis par la totalité des immobilisations acquises avec le produit de la dette à long terme.

Les remboursements du capital sont payables au cours des exercices suivants :

	\$
2005	914
2006	784
2007	68
	1 766

La juste valeur des emprunts décrits ci-dessus se rapproche de leur valeur comptable.

8. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier, deuxième et troisième rangs, sans droit de vote et pouvant être émises en série.

Un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne.

Un nombre illimité d'actions de catégorie B avec droit de vote.

Émis

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
2 226 041 actions de catégorie A [2 001 481 en 2003]	13 710	12 616
3 020 000 actions de catégorie B	1 064	1 064
	14 774	13 680

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2004, la Société a émis 224 560 actions de catégorie A [78 940 en 2003] en vertu du régime d'options sur actions pour 1 094 000 \$ [235 000 \$ en 2003].

Caractéristiques principales

[a] En ce qui a trait au versement de dividendes et au rendement du capital, les actions prennent rang comme suit :

- Privilégiées de premier rang
- Privilégiées de deuxième rang
- Privilégiées de troisième rang
- Catégorie A et catégorie B

[b] Sous réserve des droits des actionnaires privilégiés, les porteurs d'actions de catégorie A ont droit à un dividende privilégié non cumulatif de 0,05 \$ par action, après quoi les porteurs d'actions de catégorie B ont droit à un dividende non cumulatif de 0,05 \$ par action. Tout autre dividende déclaré au cours d'un exercice doit être déclaré et versé en montants égaux par action pour toutes les actions de catégorie A et de catégorie B alors en circulation, sans privilège ni distinction.

[c] Sous réserve de ce qui précède, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang, action pour action, quant aux bénéfices.

[d] Les actions de catégorie A confèrent un vote par action et les actions de catégorie B, 10 votes par action.

[e] Les actions de catégorie A sont convertibles en actions de catégorie B à raison d'une action pour une action si la société mère cesse de contrôler la Société ou si une offre est acceptée quant à la vente de plus de 20 % des actions de catégorie B alors en circulation à un prix supérieur à 115 % de leur cours à la cote. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A en tout temps, à raison d'une action pour une action.

8. CAPITAL SOCIAL [suite]

Régime d'options sur actions

En vertu des dispositions du régime d'options sur actions, la Société peut attribuer des options à des employés clés et des administrateurs pour acheter des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, le 7 avril 2000, le 20 avril 2001 et le 25 avril 2003, prévoit qu'un maximum de 1 500 000 actions de catégorie A peut être émis. Le prix de l'option ne peut être inférieur à la moyenne simple des cours extrêmes d'un lot régulier d'actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle l'option est attribuée. Les options sur actions peuvent être exercées progressivement par le porteur sur une période de deux à cinq ans débutant à la date d'attribution. Depuis la création, 891 690 options ont été exercées.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la situation du régime d'options sur actions de la Société aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 et des variations pendant les exercices terminés à ces dates :

	31 janvier 2004		25 janvier 2003	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	734 210	5,81	620 950	5,05
Attribuées	—	—	284 960	6,84
Exercées	224 560	4,87	78 940	2,98
Annulées/échues	80 500	9,78	92 760	6,31
En cours à la fin de l'exercice	429 150	5,55	734 210	5,81
Options exerçables à la fin de l'exercice	127 570	4,77	282 370	5,49

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions en cours au 31 janvier 2004.

Fourchette de prix d'exercice \$	Nombre en cours au 31 janvier 2004	Durée de vie restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options exerçables au 31 janvier 2004	Prix d'exercice moyen pondéré \$
2,33 à 2,99	17 000	2 ans	2,33	17 000	2,33
3,00 à 5,99	160 300	2,5 ans	3,76	60 400	3,75
6,00 à 6,99	52 750	3 ans	6,05	15 070	6,06
7,00 à 7,25	199 100	3 ans	7,14	35 100	7,15
2,33 à 7,25	429 150	3 ans	5,55	127 570	4,77

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 25 janvier 2003 s'est élevée à 1,54 \$ l'option. La juste valeur de chaque option attribuée a été établie à la date de l'attribution à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, les hypothèses moyennes pondérées suivantes étant utilisées pour les options attribuées au cours de la période. De manière pro forma, si la Société avait utilisé la méthode de la juste valeur marchande pour comptabiliser le régime d'options sur actions, son bénéfice net de l'exercice aurait été de 10 568 000 \$ (résultat de base par action de 2,06 \$ et résultat dilué par action de 1,97 \$). Aucune rémunération n'a été comptabilisée pour ces options sur actions.

8. CAPITAL SOCIAL [suite]

Hypothèses

Dividendes prévus	0,40 \$
Volatilité prévue	46 %
Taux d'intérêt sans risque	4,40 %
Durée prévue	3,1 années

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2004, aucune option sur actions n'a été attribuée. Par conséquent, aucune rémunération n'a été comptabilisée pour l'exercice.

Régime d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'achat d'actions, la Société peut accorder à ses employés clés des droits de souscription visant des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 10 000 actions de catégorie A peut être émis à compter du 28 mai 1997 et que le prix de souscription ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle le droit de souscription a été accordé. Depuis le 28 mai 1997, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'achat d'actions.

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Au 31 janvier 2004, une filiale américaine avait des pertes accumulées de 11,7 millions de dollars CA [8,8 millions de dollars US] venant à échéance de 2005 à 2019. Une provision pour moins-value a été inscrite à l'égard des actifs d'impôts futurs correspondants et, par conséquent, les économies fiscales relatives aux reports prospectifs de ces pertes n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers.

Les pertes fiscales américaines viennent à échéance comme suit:

	\$
2005	1 421
2006	1 837
2007	2 727
2008	509
2009	100
2010 – 2019	5 113
	11 707

Voici un rapprochement du taux d'imposition moyen prévu par la loi et du taux d'imposition réel :

	2004 %	2003 %
Taux d'imposition moyen prévu par la loi	35,1	37,5
Augmentation (diminution) du taux d'imposition découlant de ce qui suit :		
Pertes fiscales américaines non déductibles	2,9	2,8
Éléments non déductibles et impôt des grandes sociétés	(0,2)	(1,4)
Taux d'imposition réel	37,8	38,9

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES [suite]

Les détails de la provision pour impôts sur les bénéfices sont comme suit:

	2004 \$	2003 \$
Impôts exigibles	6 605	4 697
Impôts futurs	(130)	116
Provision pour impôts sur les bénéfices	6 475	4 813

L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui donnent lieu à des actifs et passifs d'impôts futurs est comme suit:

	2004 \$	2003 \$
Passifs d'impôts futurs		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	4 099	2 732
Total des passifs d'impôts futurs	4 099	2 732
 Actifs d'impôts futurs		
Contrats de location-exploitation	1 706	193
Avantages incitatifs reportés	635	651
Pertes fiscales américaines	5 139	4 328
Provision pour moins-value	(5 139)	(4 328)
Total des actifs d'impôts futurs	2 341	844
Impôts futurs nets	1 758	1 888

10. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat dilué par action fait état de l'effet de dilution découlant de l'exercice des options sur actions en cours à la fin de l'exercice ou des options exercées au cours de l'exercice, comme si elles avaient été exercées au début de l'exercice ou à la date de leur attribution si l'attribution survient après le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés dans le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action.

	2004 \$	2003 \$
Résultat net (numérateur)	10 648	7 562
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	5 134	4 980
Effet dilutif des options sur actions	238	232
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	5 372	5 212

11. ENGAGEMENTS

La Société dispose de lettres de crédit d'un montant de 4 727 000 \$ dont 1 388 000 \$ ont été utilisés à la fin de l'exercice. Les lettres de crédit représentent des garanties de paiement d'achats auprès de fournisseurs étrangers et leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable. Les lettres de crédit disponibles réduisent les lignes de crédit d'exploitation disponibles décrites à la note 2.

Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme se présentent comme suit :

	\$
2005	21 599
2006	19 662
2007	17 144
2008	15 263
2009	12 246
Par la suite	26 000
	111 914

Certains des contrats de location-exploitation prévoient des loyers annuels supplémentaires fondés sur les ventes en magasin ainsi que des augmentations annuelles des charges d'exploitation du propriétaire.

12. INFORMATION SECTORIELLE

Le seul secteur d'exploitation de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures pour hommes, femmes et enfants dynamiques et sensibles à la mode.

L'information sectorielle est attribuée aux secteurs géographiques selon l'emplacement des magasins de la Société. Voici un résumé des résultats et des actifs de la Société, par région géographique :

	31 janvier 2004	25 janvier 2003
Ventes aux clients		
Canada	219 175	208 420
États-Unis	7 591	9 240
	226 766	217 660
Amortissement		
Canada	7 297	6 489
États-Unis	448	448
	7 745	6 937
Bénéfice net (perte nette)		
Canada	11 929	8 507
États-Unis	(1 281)	(945)
	10 648	7 562
Résultat net de base par action		
Canada	2,32	1,71
États-Unis	(0,25)	(0,19)
	2,07	1,52
Actifs sectoriels		
Canada	90 590	76 025
États-Unis	3 956	4 494
	94 546	80 519
Acquisitions d'immobilisations		
Canada	14 377	8 960
États-Unis	61	59
	14 438	9 019
Immobilisations		
Canada	41 483	34 911
États-Unis	2 961	3 351
	44 444	38 262

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE

Les flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors caisse sont composés des variations liées à l'exploitation des comptes suivants :

	2004 \$	2003 \$
Débiteurs et charges payées d'avance	(225)	416
Stocks	(593)	(4 129)
Créditeurs et charges à payer	2 539	4 287
Impôts sur les bénéfices à payer	(874)	952
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement	847	1 526

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Justes valeurs

Les justes valeurs estimatives des instruments financiers aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 sont fondées sur les prix du marché pertinents et l'information disponible à ces dates. Les estimations de la juste valeur ne sont pas représentatives des montants que la Société pourrait recevoir ou payer dans le cadre d'opérations réelles sur le marché.

Actifs et passifs financiers à court terme

Les valeurs comptables des actifs et passifs financiers à court terme sont des estimations raisonnables de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. Les actifs financiers à court terme se composent d'espèces et de quasi-espèces, de débiteurs et d'un prêt à un administrateur, tandis que les passifs financiers à court terme se composent de créateurs et charges à payer, de dividendes à payer, d'impôts sur les bénéfices à payer et de la tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition et de la dette à long terme.

Contrats de change à terme

La Société conclut des contrats de change à terme en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants spécifiques de devises à des dates ultérieures établies et à des taux de change à terme fixés d'avance. Les contrats sont appariés avec les achats de devises prévus aux États-Unis. La Société conclut des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques de pertes découlant d'une baisse éventuelle de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises.

Le montant des achats futurs prévus en devises fait l'objet de projections en fonction de la conjoncture actuelle des marchés de la Société et des résultats qu'elle a obtenus par le passé dans des situations similaires.

Certains contrats de change à terme qui sont admissibles à titre de couvertures ont eu un effet favorable sur la Société depuis leur conclusion et constituent donc des actifs financiers. Par contre, d'autres contrats ont eu un effet défavorable et constituent donc des passifs financiers. Ces contrats en cours doivent être réglés au cours du prochain exercice. Leur valeur nominale et leur valeur contractuelle sont présentées ci-dessous :

	Taux de change contractuel moyen	Valeur nominale en devises (en milliers)	Valeur contractuelle (en milliers) \$
Contrats d'achat : dollar US	1,3162	8 300	10 924

Ces contrats viennent à échéance du 2 février 2004 au 30 avril 2004. Au 31 janvier 2004, le gain de change non réalisé était de 84 \$.

15. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent deux prêts garantis par une banque à charte canadienne d'un total de respectivement 10 millions de dollars et 5 millions de dollars. Les prêts portent respectivement intérêt à des taux de 2,61 % et 2,48 % et ont été remboursés le 10 février 2004 et le 23 février 2004.



RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

5695, rue Ferrier, Ville Mont Royal (Québec) H4P 1N1 Tél. : 514.738.7000
www.lechateau.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Herschel H. Segal

Président du Conseil
et chef de la direction de la Société

Jane Silverstone, B.A.I.LL

Vice-présidente du Conseil

Emilia Di Raddo, CA

Présidente et
secrétaire générale

A.H.A. Osborn

Chef de la direction
Alexon Group plc

Herbert E. Siblin, CM, FCA*

Président
Siblin & Associés Ltée

William Cleman*

Conseiller en gestion

David Martz*

Conseiller en gestion

*Membre du Comité de vérification

DIRIGEANTS

Herschel H. Segal

Président du Conseil
et chef de la direction

Jane Silverstone, B.A.I.LL

Vice-présidente du Conseil

Emilia Di Raddo, CA

Présidente et
secrétaire générale

Betty Berliner

Vice-présidente principale,
achats et mise en marché

Franco Rocchi

Vice-président,
ventes et opérations

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Régistraire et

agents de transferts

Société de fiducie Computershare
du Canada

Conseillers juridiques

Davies Ward Phillips & Vineberg s.r.l.

Banquiers

Banque Royale du Canada

Assemblée annuelle des actionnaires

Le mercredi 7 juillet 2004
à 10 h au Siège social de la Société

Réalisation Maison Brison Inc.

Produced By Maison Brisson Inc.

at 10:00 am at our head office
Wednesday, July 7, 2004
Shareholders
Annual Meeting of

Royal Bank of Canada
Bankers

Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
Trust Company of Canada
Comptroller
Registrar and Transfer Agent

Ernst and Young LLP
Chartered Accountants
Auditors

Sales and Operations
Vice-President
Franco Rocchi

Buying and Merchandising
Senior Vice-President
Betty Berliner

President and Secretary
Emilia Di Raddo, CA

Vice-Chairman of the Board
Jane Silverstone, B.A., LLB

Chief Executive Officer
Chairman of the Board and
Herschel H. Segal

OFFICERS

*Member of the Audit Committee

Management Consultant

David Martz

Management Consultant

William Cleman

Siblin and Associates Ltd.
President

Herbert E. Siblin, CM, FCA.

Alexion Group Plc

Chief Executive Officer

A.H.A. Osborn

President and Secretary

Emilia Di Raddo, CA

Vice-Chairman of the board

Jane Silverstone, B.A., LLB

Executive Officer of the Company

Chairman of the Board and Chief

Herschel H. Segal

BOARD OF DIRECTORS

www.lechateau.com

5695 Ferrier Street, Town of Mount Royal, Québec H4P 1N1 TEL: 514.738.7000
CORPORATE INFORMATION



respectively. The loans bears interest at 2.61% and 2.48%, respectively and were repaid on February 10, 2004 and February 23, 2004, respectively. Two Canadian chartered bank, amounting to \$10 million and \$5 million, included in cash and cash equivalents at the date of the financial statements.

15. CASH AND CASH EQUIVALENTS

The range of maturity of these contracts is from February 2, 2004 to April 30, 2004. As at January 31, 2004, the unrealized foreign exchange gain was \$84.

Purchase contracts:	U.S. dollar	10,924	8,300	1,3162	8,000	U.S. dollar
Contract	\$ [000's]	Nominal foreign currency value [000's]	Foreign exchange rate	Average contractual foreign currency value [000's]	Contract	\$ [000's]

During the next fiscal period, their nominal values and contract values are as follows:

Some foreign exchange forward contracts that qualify as hedges have become favorable to the Company since their inception and accordingly, constitute financial assets. Other contracts have become unfavorable and accordingly constitute financial liabilities. These outstanding contracts are to be settled.

The amount of anticipated future purchases in foreign currencies are projected in light of current conditions in the Company's markets and its past experience in similar circumstances.

Foreign exchange forward contracts are projected in light of losses should the risk of losses be mitigated by the Canadian dollar decline compared to the foreign currency. The Company enters into foreign exchange rates. The contracts are matched with anticipated foreign currency purchases in the United States. The Company enters at set future dates of forward purchases of specific amounts of foreign currencies to purchase specific amounts of foreign currencies forward at the date of the financial statement.

Foreign exchange forward contracts

Current financial assets and liabilities are reasonable estimates of their fair values due to the current nature of these instruments. The carrying amounts of current financial assets and liabilities are estimates of their fair values of current financial instruments of accounts payable and accrued liabilities, dividends payable, income taxes payable and current portion of capital lease obligations and long-term debt.

Current financial assets consist of cash and cash equivalents, accounts receivable and loan to director, while current financial liabilities consist of accounts payable at the time. The fair value estimates are not indicative of the amounts that the Company might receive or pay in actual market transactions.

The estimated fair values of financial instruments as at January 31, 2004 and January 25, 2003 are based on the relevant market prices and information available at the time. The fair value estimates are not indicative of the amounts that the Company might receive or pay in actual market transactions.

14. FINANCIAL INSTRUMENTS

Accrued expenses	Accruals receivable and prepaid expenses	Interest	Income taxes payable and accrued liabilities	Cash generated from working capital	Fair values
\$ 2003	\$ 2004	\$ 2004	\$ 2003	1,526	847
(416)	(225)	(593)	(4,129)	4,287	(874)
(4,287)	2,539	(2,539)	2,539	952	(952)
952	1,526	1,526	1,526	847	847

The cash generated from non-cash working capital is made up of changes related to operations in the following accounts.

13. CHANGES IN NON-CASH WORKING CAPITAL

12. SEGMENTED INFORMATION

Segmented information is attributed to geographic areas based on the locations of the Company's stores. The following is a summary of the Company's operations and assets by geographic area:

The Company's only operating segment is the retail of apparel, accessories and footwear aimed at young-splitter, fashion-conscious men, women

Basic earnings per share are calculated using the weighted average number of shares outstanding for the year.

10. EARNINGS PER SHARE

Diluted earnings per share reflect the dilutive effect of the exercise of the stock options outstanding at the end of the year or those options exercised during the year, as if they had been exercised at the beginning of the year or the date granted, if later. The following is a reconciliation of the numerators and the denominators used for the computation of the basic and diluted earnings per share:

Net earnings (numerator)	2003	\$ 7,562
Weighted average number of shares outstanding (denominator)	5,134	5,134
Weighted average number of shares outstanding – basic	4,980	4,980
Dilutive effect of stock options	232	232
Weighted average number of shares outstanding – diluted	5,372	5,372

Weighted average number of shares outstanding – diluted	5,372	5,372
Dilutive effect of stock options	232	232
Weighted average number of shares outstanding – basic	4,980	4,980
Weighted average number of shares outstanding (denominator)	5,134	5,134

The Company has letters of credit available in the amount of \$4,727,000 of which \$1,388,000 has been accepted at year-end. The letters of credit represent guarantees for purchases from foreign suppliers and the fair value approximates their carrying value. The available letters of credit reduce the available operating lines of credit disclosed in note 2.

The minimum rentals payable under long-term operating leases are as follows:

2005	21,599	\$
2006	19,662	
2007	17,144	
2008	15,263	
2009	12,246	
Thereafter	26,000	
	111,914	

Certain of the operating leases provide for additional annual rentals based on store sales and for annual increases in operating charges of the landlord.

9. INCOME TAXES [Continued]

The details of the provision for income taxes is as follows:

Current income taxes	4,697	116	6,605	\$ 2003
Future income taxes			6,475	4,813
Provision for income taxes			(130)	(130)
Current income taxes			2004 \$	2004 \$
The tax effects of temporary differences and net operating losses that give rise to future income tax assets and liabilities are as follows:			2004 \$	2004 \$
FUTURE INCOME TAX LIABILITIES			4,099	2,732
CARRYING VALUES OF CAPITAL ASSETS IN EXCESS OF TAX BASES			4,099	2,732
Future income tax liabilities			2003 \$	2004 \$
TOTAL FUTURE INCOME TAX LIABILITIES				
OPERATING LEASES				
DEFERRED LEASE INDUCEMENTS				
U.S. TAX LOSSES				
VALUATION ALLOWANCE				
TOTAL FUTURE INCOME TAX ASSETS				
NET FUTURE INCOME TAXES				

193	1,706	635	5,139	1,706
651	193	651	651	193
4,328				
4,328				
U.S. TAX LOSSES				
DEFERRED LEASE INDUCEMENTS				
OPERATING LEASES				
VALUATION ALLOWANCE				
TOTAL FUTURE INCOME TAX ASSETS				
NET FUTURE INCOME TAXES				

193	1,706	635	5,139	1,706
651	193	651	651	193
4,328				
4,328				
U.S. TAX LOSSES				
DEFERRED LEASE INDUCEMENTS				
OPERATING LEASES				
VALUATION ALLOWANCE				
TOTAL FUTURE INCOME TAX ASSETS				
NET FUTURE INCOME TAXES				

Year	Effective tax rate	Average statutory tax rate	Non-deductible items and large corporations tax	Increase (decrease) in income tax rate resulting from:
2005	38.9	37.8	(1.4)	2.8
2006	37.8	35.1	(0.2)	2.9
2007	37.5	35.1	(0.2)	2.9
2008	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2009	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2010 - 2019	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2010	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2011	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2012	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2013	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2014	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2015	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2016	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2017	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2018	37.0	35.1	(0.2)	2.9
2019	37.0	35.1	(0.2)	2.9

The U.S. tax losses expire in the following years:

carryforwards have not been taken against the related future taxable asset and accordingly, the tax benefits pertaining to these carryforward statements.

9. INCOME TAXES

The Company may grant the right to key employees to subscribe for Class A Shares. The plan, which was adopted under the prior stock purchase plan, grants the right to key employees to subscribe for shares that may not be issued until May 28, 1997, provides that the maximum number of shares that may be issued thereunder from and after May 28, 1997 is 10,000 Class A Shares. The date on which the right to subscribe is granted. Since May 28, 1997, there have been no shares issued under the stock purchase plan.

During the year ended January 31, 2004, no stock options were granted. Accordingly, no compensation was recorded.

Assumptions	Expected dividends	Expected volatility	Risk free interest rate	Expected life
\$0.40				3.1 years
46%				
440%				
4.0%				

Under the provisions of the stock option plan, the Company may grant options to key employees and directors to purchase Class A Shares. The plan, which was amended on May 28, 1997, on April 7, 2000, on April 20, 2001 and on April 25, 2003, provides that the maximum number of shares which may be issued thereunder is 1,500,000 Class A Shares. The option price may not be less than the simple average of the high and low board lot trading prices for the Class A Shares on the Toronto Stock Exchange on the last business day before the date on which the option is granted. The stock options may be exercised by the holder progressively over a period of 2 to 5 years from the date of granting. 89,690 options have been exercised since inception.

Shares	Price	Exercise Average Price	Weighted Average Exercise Price	Weighted Average Exercise Price	Shares	\$
January 31, 2004	January 25, 2003					

Company's net earnings for the year would have been \$10,568,000 (\$2.06 basic and \$1.97 diluted earnings per share]. No compensation was recorded for these stock options.

Issued

An unlimited number of Class B Voting Shares

Voting Shares

An unlimited number of Class A Subordinate

Volting Shares

An unlimited number of non-voting First, Second

and Third Preferred Shares issuable in series

An unlimited number of non-voting First, Second

and Third Preferred Shares issuable in series

and convertible into Class A Shares at any time on a share-for-share basis.

is acceptable to sell more than 20% of the then outstanding Class B Shares at a price in excess of 115% of their market price. The Class B Shares are convertible into Class A Shares at any time on a share-for-share basis.

[e] The Class A Shares are convertible into Class B Shares on a share-for-share basis if the present company ceases to control the Company, or if an offer

[d] The Class A Shares carry one vote per share and the Class B Shares carry 10 votes per share.

[c] Subject to the foregoing, the Class A and Class B Shares rank equally, share for share, in earnings.

[b] Subject to the rights of the Preferred shareholders, the Class A shareholders are entitled to a non-cumulative preferential dividend of \$0.05 per share,

be declared and paid in equal amounts per share on all the Class A and Class B Shares when outstanding without preference or distinction.

[a] With respect to the payment of dividends and the return of capital, the shares rank as follows:

Principal features

[2003 - \$235,000].

During the year ended January 31, 2004, the Company issued 224,560 [2003 - 78,940] Class A Shares under the stock option plan for \$1,094,000

January 25 2003	\$ 2003	January 31 2004	\$ 2004	13,710	12,616	1,064	13,774	14,774	13,680	Class A and Class B Shares	Second Preferred Shares	First Preferred Shares	Third Preferred Shares
2,226,041	Class A Shares [2003 - 2,001,481]												

Capital stock

Authorised

8. CAPITAL STOCK

The fair values of the loans described above approximate their carrying value.

1,766				
\$				
68				
784				
914				
				2005
				2006
				2007

Principal repayments are due in the following fiscal years:

The loan agreements are collateralized by all of the fixed assets acquired with the long-term debt proceeds.

1,766				
\$				
914				Less: current portion
3,249				
2,279				
1,588				6.35% Specific Security Agreement III, maturing February 27, 2006
178				6.97% Specific Security Agreement II, maturing July 15, 2004
—				
446				Loan repaid in the year
2003				
January 25				
January 31				
2004				
January 31				
2005				
1,525				
5,253				
605				
5,858				Total minimum lease payments
858				Amount representing interest at rates varying between 5.5% and 6.4%
1,594				
2005				
1,594				
812				
\$				

7. LONG-TERM DEBT

The fair value of fixed rate capital leases is based on estimated future cash flows discounted using the current market rate for debt of the same remaining maturities. The fair value of these capital leases approximates the carrying value.

3,728				
\$				
1,525				Less: current portion
5,253				
605				
5,858				Total minimum lease payments
858				Amount representing interest at rates varying between 5.5% and 6.4%
1,594				
2005				
1,594				
812				
\$				

The future minimum lease payments required under the capital lease agreements are as follows:

6. CAPITAL LEASE OBLIGATIONS

INVENTORIES

Raw materials
Work-in-process
Finished goods

January 31	2004	\$
January 25	2003	\$
4,800	4,246	4,246
1,234	1,119	1,119
19,448	20,710	20,710
25,482	26,075	26,075

The loan is non-interest bearing and was issued under the stock purchase plan.

The loan was repaid on February 27, 2004. The shares held by the Company as security for the loan have a market value of \$625,000 [2003 - \$503,000].

• 1

4. LOAN TO DIRECTOR

Land and buildings
Leasehold rights
Point-of-sale cash
Point-of-sale equipment
Automobiles
Other furniture
and fixtures

Net book value	Accumulated depreciation	Cost	Depreciation & amortization	Net book value
470	519	989	26,847	14,896
4,406	3,933	8,339	36,567	21,181
36	15,386	11,951	11,951	11,951
36	—	—	—	—
3,455	3,455	130	3,455	3,455
44,444	31,883	76,327	76,327	76,327

January 31, 2004

January 25, 2003

Point-of-sale equipment not yet in use

Point-of-sale cash registers and computer equipment

Automobiles

Point-of-sale cash registers and computer equipment

Automobiles

amounts to \$55.

amounts to \$553,000

An amount of \$6,290,000 [2003 - \$2,645,000] of the fixed assets is held under capital leases. Accumulated depreciation relating to these fixed assets amounts to \$53,000 [2003 - \$69,000].

1. ACCOUNTING POLICIES [Continued]

Stock-based Compensation

Effective January 27, 2002, the Company adopted, on a prospective basis, the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") recommended provisions on Stock-based Compensation and Other Stock-based Rewards. These recommendations require that compensation for all awards made to non-employees and certain awards made to employees, including stock options, be recorded in the financial statements at fair value. These recommendations were later revised and require that compensation costs be recorded in the statement of earnings.

In accordance with the CICA's recommended provisions described above, any consideration paid by employees on the exercise of stock options granted is credited to capital stock. The pro forma disclosures of the related compensation cost required under the fair value method are included in note 8. For stock options granted before January 27, 2002, there are no requirements to disclose or to record the related compensation cost and comparative figures have not been restated.

The compensation cost related to stock options granted to employees after January 25, 2003 will be recorded in the consolidated statement of earnings. For the year ended January 31, 2004, there was no impact on the Company's results as there were no options granted during the year.

Store opening costs

Store opening costs are expensed as incurred.

Income taxes

The Company uses the liability method of accounting for income taxes, which requires the establishment of future tax assets and liabilities, as measured by enacted or substantive tax rates, for all temporary differences caused when the tax bases of assets and liabilities differ from those reported in the financial statements.

Earnings per share

The diluted earnings per share are calculated using the treasury stock method. Under the treasury stock method, the diluted weighted average number of shares outstanding is calculated as if all dilutive options had been exercised at the last of the beginning reporting period or date of issuance, and the proceeds from the exercise of such dilutive options are used to repurchase common shares at the average market price for the period.

Derivative financial instruments

The Company is party to foreign exchange contracts used to manage currency rate risks. Realized gains and losses on foreign exchange contracts entered into to hedge future transactions are included in the measurement of the related foreign currency transaction.

Year End

The Company's fiscal year ends on the last Saturday in January. The year ended January 31, 2004 covers a 53-week fiscal period, whereas the year ended January 25, 2003 covers a 52-week period.

2. CREDIT FACILITIES

The Company has a \$4.5 million facility to finance the new point of sale system available until April 30, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 60 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.35%. The facility is collateralized by the equipment financed. Subsequent to January 31, 2004, \$3.2 million was drawn under this facility.

Over 48 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.26%. The facility is collateralized by the fixtures and equipment financed. As of March 25, 2004, no amounts had been drawn under this facility.

In addition, the Company has a \$6 million facility to finance renovations available until August 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 48 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.35%. The facility is collateralized by the fixtures and equipment financed.

Deferred lease inducements are amortized on the straight-line basis over the initial term of the leases, plus one renewal period, not to exceed 10 years.

Deferred lease inducements

Long-lived Assets, under which an impairment loss is recognized when the carrying amount of a long-lived asset held for use is not recoverable and exceeds its fair value. The Company has not yet assessed the impact of the new standard.

On February 1, 2004, the company will prospectively adopt the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") Section 3063, Impairment of

10 years.

Leasedhold rights and improvements are amortized on the straight-line basis over the initial term of the leases, plus one renewal period, not to exceed

Building	10% diminishing balance	5 to 10 years straightline	Furniture and equipment	10 years straightline	Automobiles	30% diminishing balance
----------	-------------------------	----------------------------	-------------------------	-----------------------	-------------	-------------------------

Fixed assets are recorded at cost. Depreciation and amortization are charged to income on the following bases:

Fixed assets, depreciation and amortization

Raw materials and work-in-process are valued at the lower of specific cost and net realizable value less normal profit margin. Goods consisting of cash, that are subject to minimal risk of changes in value and which have a maturity of three months or less of acquisition, are valued at the lower of cost and net realizable value less normal profit margin.

Cash consists of cash on hand and balances with banks. Cash equivalents are restricted to investments that are readily convertible into known amounts of cash, at the lower of cost and net realizable value less normal profit margin.

Foreign currency transactions denominated in foreign currencies and in interrelated foreign operation use the temporal method. Monetary assets and liabilities are translated at the rates prevailing at the transaction dates. Translations of Canadian dollars at the rates in effect at the balance sheet date. Other assets and liabilities are translated at the rates prevailing at the rates of exchange rates are reflected in earnings.

The consolidated financial statements include the accounts of Le Chêneau Inc. and its wholly owned subsidiary.

Principles of consolidation

The consolidated financial statements reflect the amounts reported in the financial statements of the companies in the framework of the accounting policies summarized below.

The financial statements that affect the amounts reported in the financial statements of the companies in the framework of the accounting policies summarized below, in Management's opinion, been properly prepared within reasonable limits of materiality and within the framework of the accounting principles that affect the amounts reported in the financial statements and accompanying notes. Actual results could differ from those estimates.

The consolidated financial statements in conformity with generally accepted accounting principles require Management to make estimates and assumptions that affect the amounts reported in the financial statements and accompanying notes. Actual results could differ from those estimates.

Use of estimates

1. ACCOUNTING POLICIES

TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

January 31, 2004 and January 25, 2003

[Tabular amounts in thousands of dollars except per share amounts and where otherwise indicated]

[in thousands of dollars]

(With comparative figures for the year ended January 25, 2003)

Year ended January 31, 2004

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS

See accompanying notes

	\$	\$	\$	\$	\$	\$
OPERATING ACTIVITIES						
Net earnings	7,562					
Adjustments to determine net cash from operating activities						
Depreciation and amortization	7,745					
Write-off of fixed assets	511					
Amortization of deferred lease inducements	(463)					
Future income taxes	(130)					
14,503						
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES						
Net change in non-cash working capital items related to operations [note 13]	847					
1,526						
16,029						
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES						
19,158						
1,526						
16,029						
FINANCING ACTIVITIES						
Repayment of loan to director	—					
Proceeds of capital leases	(1,355)					
Repayment of capital obligations	(1,483)					
Proceeds of long-term debt	(1,210)					
Repayment of long-term debt	(1,537)					
Proceeds of capital leases	5,620					
Repayment of loan to director	—					
Proceeds of long-term debt	(1,355)					
Repayment of capital obligations	(1,483)					
Issue of capital stock	1,094					
Dividends paid	(1,990)					
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES						
2,307						
INVESTING ACTIVITIES						
Additions to fixed assets	(9,019)					
(9,019)						
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES						
(14,438)						
INVESTING ACTIVITIES						
Decrease in cash and cash equivalents	7,027					
9,830						
5,210						
15,040						
CASH AND CASH EQUIVALENTS, END OF YEAR						
22,067						
INVESTING ACTIVITIES						
Decrease in cash and cash equivalents	7,473					
350						
3,555						
CASH AND CASH EQUIVALENTS, BEGINNING OF YEAR						
22,067						
SUPPLEMENTARY INFORMATION:						
Interest paid during the year, net						
Income taxes paid during the year, net						

[See accompanying notes]

	Sales	Cost of sales and expenses	Earnings before income taxes	Provision for income taxes [note 9]	Net earnings	Basic earnings per share [note 10]	Weighted average number of shares outstanding
Selling, general and administrative							
Salaries, wages and benefits	140,705	140,537	60,511	57,012	339	7,745	6,475
Depreciation and amortization	350	350	339	339	339	339	339
Interest on long-term debt	6,937	6,937	7,745	7,745	7,745	7,745	7,745
Write-off of fixed assets	281	511	281	281	281	281	281
Cost of sales, buying and occupancy							
Salaries, wages and benefits	140,705	140,537	60,511	57,012	339	7,745	6,475
Depreciation and amortization	350	350	339	339	339	339	339
Interest on long-term debt	6,937	6,937	7,745	7,745	7,745	7,745	7,745
Write-off of fixed assets	281	511	281	281	281	281	281
Earnings before income taxes	205,285	209,643	17,123	12,375	4,813	1,98	2.07
Provision for income taxes [note 9]	4,813	4,813	12,375	12,375	1,98	1.52	2.07
Net earnings	7,562	10,648	17,123	6,475	4,813	1,98	2.07
Basic earnings per share [note 10]	1.52	1.52	1.45	1.45	1.45	1.45	2.07
Weighted average number of shares outstanding	4,979,581	5,133,949	5,133,949	5,133,949	4,979,581	4,979,581	2.07

[With comparative figures for the year ended January 25, 2003]
[In thousands of dollars, except share data]

Year ended January 31, 2004

CONSOLIDATED STATEMENTS OF EARNINGS

[See accompanying notes]

	Balances, beginning of year	Balances, end of year	Dividends	Net earnings	Balances, end of year	Dividends	Balances, end of year
37,812	37,812	32,249	10,648	48,460	39,811	2,072	46,388
32,249	32,249	32,249	10,648	48,460	39,811	2,072	46,388
7,562	7,562	7,562	10,648	48,460	39,811	2,072	46,388
\$ 2003	\$ 2003	\$ 2003	\$ 2004	\$ 2004	\$ 2003	\$ 2004	\$ 2004

[With comparative figures for the year ended January 25, 2003]
[In thousands of dollars]

Year ended January 31, 2004

CONSOLIDATED STATEMENTS OF RETAINED EARNINGS

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS

As of January 31, 2004

[With comparative figures as of January 25, 2003]
[in thousands of dollars]

ASSETS [note 2]

2004 \$ 2003 \$

Cash and cash equivalents [note 15]	15,040	1,169
Accounts receivable and prepaid expenses	22,067	1,394
Inventories [note 3]	26,075	—
Loans to director [note 4]	596	—
Total current assets	50,102	41,691
Fixed assets [note 5]	—	566
Accrued liabilities and accrued obligations [note 11]	17,609	2,003
Dividend payable	525	503
Income taxes payable	2,877	776
Current portion of long-term debt [note 7]	1,483	914
Capital leases obligations [note 6]	23,115	2,48
Long-term debt [note 7]	2,48	212
Deferred taxes [note 9]	1,766	852
Future income taxes [note 9]	1,758	1,728
Deferred lease inducements	1,766	3,728
Total liabilities	25,115	23,115

LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY

Accrued liabilities and accrued obligations [note 11]	17,609	2,003
Dividend payable	525	503
Income taxes payable	2,877	776
Current portion of long-term debt [note 7]	1,483	914
Capital leases obligations [note 6]	23,115	2,48
Long-term debt [note 7]	2,48	212
Deferred taxes [note 9]	1,766	852
Future income taxes [note 9]	1,758	1,728
Deferred lease inducements	1,766	3,728
Total liabilities	25,115	23,115

SHAREHOLDERS' EQUITY

Common stock [note 8]	13,680	14,774
Retained earnings	37,812	46,388
Capital stock [note 8]	13,680	14,774
Total shareholders' equity	51,492	91,162
Commitments [note 11]	80,519	94,546

ON BEHALF OF THE BOARD:

Herczeg H. Segal
Director

Jane Silverstone, B.A. LL.B.
Director

John D. L. Lill
Director

See accompanying notes

On behalf of the Board:

John D. L. Lill
Director

Jane Silverstone, B.A. LL.B.
Director

Herczeg H. Segal
Director

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

MANAGEMENT'S RESPONSIBILITY

For Financial Information

The accompanying consolidated financial statements of Le Chateau Inc. and all the information in this annual report are the responsibility of management.

The financial statements have been prepared by management in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. When alternative accounting methods exist, management has chosen those it deems most appropriate in the circumstances. Financial statements are not precise since they include certain amounts based on estimates which are not determined with great precision. Management has used its best judgment in arriving at these estimates. The financial statements have been prepared by Annual Report and has ensured that it is presented fairly, in all material respects. Management has prepared the financial statements in order to ensure that the financial statements do not present a misleading basis in order to mislead investors. Management has determined such amounts as reasonable in the circumstances.

The Company maintains systems of internal accounting and administrative controls of high quality, consisting with the reasonable assurance of the financial information is reliable and accurate and the Company's assets are appropriately accounted for and

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting and is ultimately responsible for reviewing and approving the financial statements. The Board carries out this responsibility principally through the Audit Committee which consists of three outside directors appointed by the Board. The Committee meets quarterly with management as well as independent auditors to discuss internal controls over the financial reporting process, including controls and financial reporting issues. The Committee reviews the consolidated financial statements and financial reporting issues. The Board for consideration when the report thereon and reports its findings to the Board for consideration when the Board approves the financial statements for issuance to the Company's shareholders. The Committee also considers, for review by the Board and approval by the shareholders, the engagement of external auditors, the appointment of the external auditors, the fees paid to the auditors, and the audit committee's relationship with the auditors.

On behalf of the shareholders, the financial statements have been audited by Ernst & Young LLP, the external auditors, in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

President and Secretary
Emilia Di Raddo, CA

Chief Executive Officer
Chairman of the Board and
Herschel H. Segal

Chartered Accountants

Montreal, Canada
March 25, 2004

err long + short

With our opinion, these considered financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as at January 31, 2004 and January 25, 2003 and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

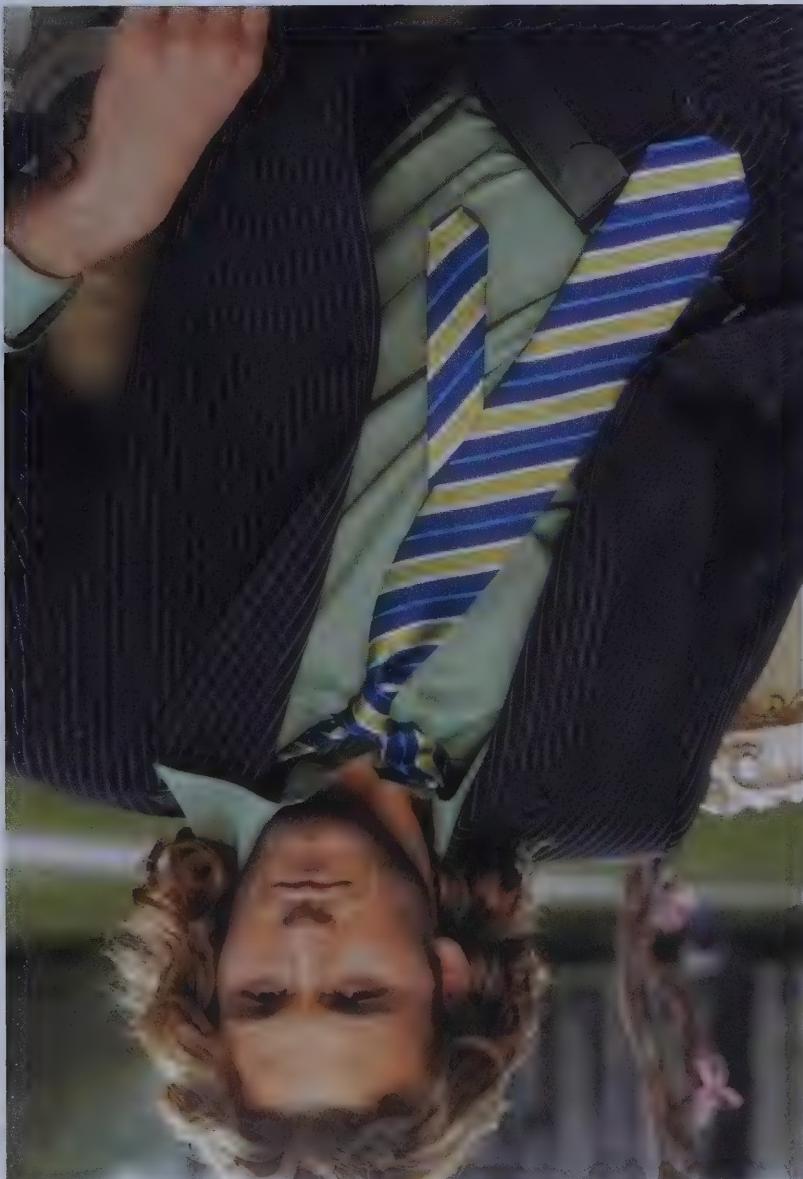
We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, testing and evaluating the information presented in the financial statements and disclosing, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We have audited the consolidated balance sheets of Le Chatelier Inc., as of January 31, 2004 and January 25, 2003 and the consolidated statements of earnings for each of the years in the three-year period ended. These financial statements reflect the results of operations and cash flows for the periods then ended. These financial statements are the responsibility of the Company's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audits.

To the Shareholders of Le Château Inc.

AUDITORS' REPORT

le château





This "Management's Discussion and Analysis" along with the Annual Report may contain forward-looking statements relating to the Company and/or the environment in which it operates that are based on the Company's expectations, estimates and forecasts. These statements are not guarantees of future performance and involve risks and uncertainties that are difficult to predict and/or are beyond the Company's control. A number of factors may cause actual outcomes and results to differ materially from those expressed. These factors, in addition, affect public filings of the Company. Therefore, readers should not place undue reliance on these forward-looking statements. In addition, the forward-looking efforts, better performance and unexpected events may result in significant changes in the Company's operations as a result of any event, circumstance or otherwise.

Factors which could cause actual results or events to differ materially from current expectations include, among other things: the ability of the Company to successfully implement its strategic initiatives and normal business conditions in the business; customer preferences in which the Company spends; changes in consumer spending; general economic conditions and normal business uncertainty; customer preferences, interest rate fluctuations and other changes in laws, rules and regulations applicable to the Company; suppliers; product offerings; seasonal weather patterns; fluctuations in foreign currency exchange rates; changes in the Company's relationship with its partners; interest rate fluctuations and other changes in laws, rules and regulations applicable to the Company.

of the date made and the Company disavows any intention or obligation to update or revise any such statements as a result of any event, circumstance or otherwise.

The Company's forward-looking statements are based on certain assumptions about future events which management believes are reasonable at the time they are made. These assumptions are subject to significant risk and uncertainty and are not guarantees of future performance. The Company's forward-looking statements are not guarantees of future performance and involve risks and uncertainties that are difficult to predict and/or are beyond the Company's control. A number of factors may cause actual outcomes and results to differ materially from those expressed. These factors, in addition, affect public filings of the Company. Therefore, readers should not place undue reliance on these forward-looking statements. In addition, the forward-looking efforts, better performance and unexpected events may result in significant changes in the Company's operations as a result of any event, circumstance or otherwise.

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

Le Châtelain expects stable growth in sales and earnings through 2004. For the first quarter ended May 1, 2004, total sales increased 1.9% and comparable store sales increased 3.3%. The Company will continue to remain focused on the customer by elevating brand-building efforts, better focusing on product innovation. We will remain centered on improving all aspects of our business through ongoing brand-building efforts, better by focusing on product innovation. We will remain focused on the customer by elevating brand-building efforts, better

inventor management, higher cost controls and continued investments in research, design and development, renovations and new technologies.

QUARTERLY RESULTS

[In thousands of dollars except per share amount]

	First Quarter	Second Quarter	Third Quarter	Fourth Quarter	Total	
2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	
Sales	45,270	42,960	54,180	51,597	57,763	60,434
Earnings before income taxes	826	667	4,153	3,888	6,120	4,946
Net earnings	381	343	2,543	2,422	3,810	3,009
Dividends	0.08	0.07	0.50	0.49	0.74	0.47
Net earnings per share	0.07	0.07	0.48	0.47	0.71	0.57

The Company enters into foreign exchange forward contracts that obligate it to purchase specific amounts of foreign currencies at set future dates at forward exchange rates. The contracts are matched with specific amounts of foreign currencies at set future dates of delivery. The Company only enters into foreign exchange forward contracts that obligate it to sell foreign currencies at set future dates of delivery. The Company only enters into foreign exchange forward contracts to hedge its risk of loss from the value of the Canadian dollar decline compared to the foreign currency.

The exchange rate of its expected requirements for U.S. dollars.

The Company's foreign exchange risk is limited to currency fluctuations between the Canadian and U.S. dollar. The Company uses forward contracts to fix

Foreign Exchange

Impact the Company.

All of the Company's stores are held under long-term leases, most of which include favorable lease terms. Any increase in retail rental rates would adversely

Leases

winning team of vibrant employees dedicated to providing the best whole store experience will facilitate continued success.

With this view, Le Chatelier believes that its distinctive store design and merchandising, its strong financial position and its

THIS IS A COMMERCIAL MESSAGE WITH NO ADVERTISING OR SPONSORSHIP IMPLICATIONS. NO PURCHASE NECESSARY. © 2010 Orbitz Customer Experience.

This novel treatment integrates the importance of in-store differentiation, quality of service and continuity exceeding customer expectations, thereby delivering

Fascism is a highly complex ideology that is deeply rooted in consumer culture. In addition, the company has no influence.

compromising the economic value of the project.

Competitive and Economic Environment

RISKS AND UNCERTAINTIES

same period of a year ago.

The Company recorded a sales increase of 11.0% to reach \$69.6 million for the 14 week period ended January 31, 2004, compared with sales of \$62.7 million for the 13 week period ended January 25, 2003 last year. Comparable sales increased by 3.4% in the fourth quarter compared to the

The Company's business follows a seasonal pattern, with retail sales fractionally being higher in the third and fourth quarters due to the back-to-school period and the Christmas season, respectively.

Fourth Quarter Results

Net earnings per share	Basic	Diluted
0.08	0.07	0.07
0.50	0.49	0.47
0.74	0.71	0.72
0.60	0.57	0.57
0.36	0.34	0.34
2.07	1.98	1.98
1.52	1.45	1.45

Effective January 27, 2002, the Company adopted, on a prospective basis, the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") recommendations on stock-based compensation described above, any consideration paid by employees on the exercise of stock options granted in accordance with the CICA's recommendations costed to stock options granted to employees under stock-based compensation plans before January 27, 2002, here are no requirements to disclose or to record the related compensation cost and comparable figures have not been restated.

For the year ended January 31, 2004, there was no impact on the Company's results as there were no options granted during the year.

The compensation cost related to stock options granted to employees after January 25, 2003 will be recorded in the consolidated statement of earnings.

STOCK-BASED COMPENSATION

Hedging Relationships

During 2003, the CICA issued Accounting Guideline 13 "Hedging Relationships", which deals with hedging, documentation, disclosure and effectiveness of hedges and also the discontinuance of hedge accounting, but it does not specify hedge accounting methods. This guidance is applicable to hedging relationships in effect in fiscal years beginning on or after July 1, 2003.

On February 1, 2004, the Company will prospectively adopt the CICA's section 3063, Impairment of Long-lived Assets, under which an impairment loss is recognized when the carrying amount of a long-lived asset held for use is not recoverable and exceeds its fair value.

The Company is evaluating the impact of adopting these new standards and guidance, and therefore has not yet assessed the effect, if any, on future financial statements.

Critical Accounting Estimates

The preparation of financial statements requires the Company to estimate the effect of various matters that are inherently uncertain as of the date of the financial statements. Each of these require different estimates in regard to the level of judgment involved and its potential impact on the Company's financial results. Estimates are deemed reliable when a different estimate could have reasonably been used or where changes in the estimates are reasonably likely to occur from period to period, and would materially impact the Company's financial condition, changes in financial condition or results of operations. The Company's significant accounting policies are discussed in the following paragraphs.

In addition, a provision for shrinkage and obsolescence is calculated based on historical experience. Management continually reviews the entire provision, to assess whether, based on economic conditions and an assessment of past sales trends, it is adequate.

The Company records a provision to reflect management's best estimate of the net realizable value, including a normal profit margin of its inventory.

When undiscounted cash flows estimated to be generated by those assets are less than the carrying value of those assets, impairment losses would be recorded.

Fixed Asset Impairment

Management evaluates the ongoing value of assets associated with retail stores. When undiscounted cash flows estimated to be generated by those assets are less than the carrying value of those assets, impairment losses would be recorded.

CONTRACTUAL OBLIGATIONS

[In thousands of dollars]

	Total	Less than 1 year	1-3 years	4-5 years	After 5 years
Long-term debt	1,766	914	852	—	\$
Capital Lease Obligations	5,253	1,525	2,888	840	
Operating Leases (1)	111,914	21,599	36,806	27,509	26,000
Long-term debt	118,933	24,038	40,546	28,349	26,000

(1) Minimum rentals payable under long-term operating leases excluding percentage rentals.

Management expects to be able to continue its financial resources, which include cash and cash equivalents of \$22.1 million at year-end, as well as a revolving line of credit of \$16.0 million with its bank.

The Company has a \$4.5 million facility to finance the new point of sale system available until July 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 60 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Govenment of Canada bond interest plus 2.26%. The facility is collateralized by the equipment financed. Subsequent to January 31, 2004, \$3.2 million was drawn under this facility.

In addition, the Company has a \$6 million facility to finance renovations available until August 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 48 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Govenment of Canada bond interest plus 2.35%. The facility is collateralized by the store fixtures and equipment financed. As of May 1, 2004, no amounts had been drawn under this facility.

Working capital stood at \$25.0 million at the end of the fiscal year, compared to \$18.4 million at the end of 2002. Inventories increased to \$26.1 million at year-end, after the payment of our Spring line and the fact that the current fiscal year closed a week later as compared to the previous year. Shareholders' equity increased to \$16.2 million at year-end, after the payment of \$2.1 million in dividends. Book value per share increased to \$11.66 at year-end, compared to \$10.25 as of January 25, 2003, and included \$4.2 in cash and cash equivalents.

On April 30, 2004, the Board of Directors approved a 50% increase in the quarterly dividend, from \$.10 to \$.15 per share, payable on June 7, 2004 to shareholders of record at the close of business on May 21, 2004. The dividend yield, based on the April 30, 2004 closing price of \$15.25 per share, was 3.9%.

In 2003, Le Chatou continued - for the tenth consecutive year - its policy of paying quarterly dividends on the Class A Subordinate Voting and Class B Voting Shares. Total dividends per Class A and Class B share amounted to \$.01 per quarter or \$.40 in 2003.

DIVIDENDS

At Q1 11/11, compared to Q4/11 the previous year, long-term debt from operations, including the repayment of \$2.8 million during the year, increased to \$7.0 million from \$.42 million in 2002, after the additional long-term debt and capital lease obligations, including the current portion, increased to \$1.2 million in 2003, and included \$4.2 in cash and cash equivalents.

at year-end, compared to \$10.25 as of January 25, 2003, and included \$4.2 in cash and cash equivalents.

Shareholders' equity increased to \$16.2 million at year-end, after the payment of \$2.1 million in dividends. Book value per share increased to \$11.66 at year-end, compared to \$10.25 as of January 25, 2003, and included \$4.2 in cash and cash equivalents.

Long-term debt from operations, including the current portion, increased to \$7.0 million in 2003, and included \$4.2 in cash and cash equivalents.

On April 30, 2004, the Board of Directors approved a 50% increase in the quarterly dividend, from \$.10 to \$.15 per share, payable on June 7, 2004 to shareholders of record at the close of business on May 21, 2004. The dividend yield, based on the April 30, 2004 closing price of \$15.25 per share, was 3.9%.

FINANCIAL POSITION

The Company does not have any off-balance sheet financing arrangements.

EXPENSES

Cost of sales, buying and occupancy, as a percentage of sales, decreased to 62.0% from 64.6% in 2002. This decrease is due to the continued improvement of inventory management, resulting in increased merchandise margins.

Selling, general and administrative expenses increased to \$60.5 million in 2003, compared to \$57.0 million in 2002. As a percentage of sales, selling, general, general and administrative expenses were 26.7% in 2003 from 26.2% in 2002.

Interest expense decreased to \$39,000 in 2003 from \$350,000 in 2002, due to the repayment of long-term debt during the year and to lower interest rates in 2003.

The depreciation and amortization increased to \$7.7 million from \$6.9 million in 2002, due to the additional investments in fixed assets.

The \$6.5 million provision for income taxes in 2003 represents an effective income tax rate of 37.8%, compared to 38.9% the previous year.

The reduction in the effective tax rate is the result of a decrease in the Federal income tax rate.

Net earnings attributable to Canadian operations amounted to \$11.9 million or \$2.32 per share (basic), while the U.S. recorded a net loss of \$1.3 million Cdn or \$(0.25) Cdn per share.

LIQUIDITY AND CAPITAL RESOURCES

The Company has a high level of liquidity, more than sufficient to cover its operating requirements, as well as a strong financial position. The Company follows a seasonal pattern to cover its operating requirements, as well as a strong financial position. The Company's liquidity follows a seasonal pattern based on the timing of inventory purchases and capital expenditures, with liquidity being at its highest level at year-end and the lowest at the end of the second quarter.

The Company's cash position increased to \$22.1 million or \$4.21 per share in 2003 from \$15.0 million or \$3.00 per share in 2002. Cash flow from operations increased to \$18.3 million in 2003, compared to \$14.5 million the previous year, mainly as a result of higher net earnings. Cash flow from operations increased by \$3.8 million or \$0.72 per share in 2002. Cash provided by operating net changes in non-cash working capital items increased to \$19.2 million from \$16.0 million in 2002.

Cash provided by financing and investing activities was used in the following financing and investing activities:

- Capital expenditures of \$14.4 million, consisting of:

	2003	2002	2001
New Stores (6 stores; 2002 - 1 store; 2001 - 2 stores)	1,434	298	341
Renovated Stores (8 stores; 2002 - 6 stores; 2001 - 11 stores)	7,336	5,681	3,341
Information Technology	4,447	1,033	721
Other	1,221	2,007	622
	9,019	14,438	5,025

- Capital lease and long-term debt repayments of \$2.8 million
- Dividend payments of \$2.1 million
- Budgeted for the project is approximately \$4.5 million.

Of the \$14.4 million in total capital expenditures, \$14.3 million was attributed to Canadian operations, and \$0.1 million to the U.S., included in the investments in information technology.

CAPITAL EXPENDITURES

[in thousands of dollars]

[In thousands of dollars]

TOTAL SALES BY DIVISION

% change

	2003 \$	2002 \$	2001 \$	2003-2002	2002-2001
Ladies' Clothing	138,047	134,848	121,904	2.4 %	10.6 %
Men's Clothing	26,707	24,721	18,033	8.0 %	37.1 %
JUNIOR GIRL Clothing	17,363	19,731	18,303	(12.0) %	7.8 %
Footwear	16,700	14,623	14,078	14.2 %	3.9 %
Accessories	27,949	23,737	15,222	17.7 %	55.9 %
The ladies' clothing division recorded a sales increase of 2.4% in 2003 and continues to be the main revenue driver among the Company's divisions, accounting for 60.9% of total sales. We continue to further upgrade the design and fabrications of our products and focus on expanding our customer base.					

[In thousands of dollars]

TOTAL SALES BY REGION

% change

	2003	2002	2001	2003-2002	2002-2001
Ontario	78,991	76,242	64,793	3.6 %	17.7 %
Quebec	63,556	59,199	47,576	7.4 %	24.4 %
Prairies	39,322	36,591	31,598	7.4 %	24.4 %
British Columbia	27,530	26,865	23,869	7.5 %	15.8 %
Alberta	9,776	9,523	8,350	2.5 %	12.6 %
United States	7,591	9,240	11,354	(17.8) %	14.0 %
During the year, the Chateau opened 6 new stores and renovated 18 existing stores. As of January 31, 2004, the Company operated 165 stores (including 11 fashion outlet stores) compared to 161 [including 8 fashion outlets] at the end of the previous year. Total floor space at the end of the year was 652,000 square feet compared to 601,000 square feet at the end of the preceding year, an increase of over 8%.					

[In thousands of dollars]

TOTAL SALES BY REGION

% change

shifting selling space to more profitable divisions, when and where required.

Sales in the JUNIOR GIRL clothing division, serving pre-teens aged 8-12, decreased 12.0% in 2003. The entire pre-teen market experienced strong declining sales and struggled through a very difficult and challenging year. In response, we realigned our existing real estate space to maximize profitability.

Sales in the Men's division increased 8.0% in 2003. During the year, 5 existing stores were expanded into adjacent premises and we are in the process of expanding an additional 6 stores in the first quarter of 2004, as we continue to build on this market segment.

Revenues in the Men's division increased 8.0% in 2003. During the year, 5 existing stores were expanded into adjacent premises and we are in the

divisional growth beyond.

The highest sales increase in 2003 came from the Accessories and Footwear divisions with increases of 17.7% and 14.2%, respectively. Both these

divisions represent significant growth potential in 2004 and beyond.

The ladies' clothing division recorded a sales increase of 2.4% in 2003 and continues to be the main revenue driver among the Company's divisions,

accounting for 60.9% of total sales. We continue to further upgrade the design and fabrications of our products and focus on expanding our customer

base.

MANAGEMENT'S DISCUSSION AND ANALYSIS

May 3, 2004

SELECTED ANNUAL INFORMATION

The 2003 year-end financial statements for the 2003 fiscal year and notes to the consolidated financial statements for the 2003 fiscal year.

	2003	\$	2002	\$	2001	\$
Sales	226,766		217,660		187,540	
Earnings before income taxes	17,123		12,375		4,010	
Net earnings	10,648		7,562		1,852	
Net earnings per share	1.98		1.45		0.37	
Basic	1.98		1.45		0.37	
Diluted	2.07		1.52		0.38	
Total assets	94,546		80,519		69,915	
Levered debt ⁽¹⁾	4,580		1,978		1,958	
Dividends per share	0.40		0.40		0.40	
Cash flow from operations	18,311		14,503		8,544	
Comparable store sales increase %	0.6%		18.4%		14.2%	
Square footage of gross store space at year-end	652,182		600,635		592,898	
Sales per average square foot, excluding fashion outlet stores (in dollars)	386		391		338	

Salaries	Earnings before income taxes	Net earnings per share	Basic	Diluted	Total assets	Long-term debt ⁽¹⁾	Dividends per share	Cash flow from operations	Gross probable store sales increase %	Square footage of gross store space at Year-end	Salaries per average square foot, excluding fashion outlet stores (in dollars)	Including capital lease obligations. Excluding current portion of debt and deferred lease inducements.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	652,182	600,635	592,898
187,540	4,010	17,123	12,375	10,648	217,660	226,766	2.07	1.52	1.45	1.98	2.07	0.38
1,852	0.37	94,546	80,519	78,311	1,45	1.45	0.40	0.40	18.4%	652,182	386	391
1,958	69,915	4,580	1,978	1,978	0.40	0.40	0.40	0.40	14.2%	592,898	386	388

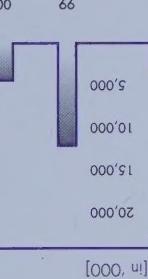
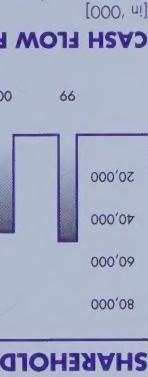
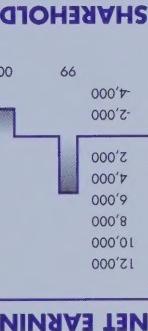
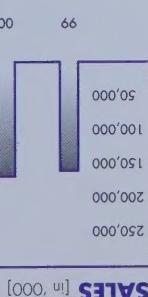
le château



le château



CORPORATE PROFILE



January 31, 2004 January 25, 2003

Stores	Square Footage	Stores	Square Footage	
54	203,983	55	206,844	
46	217,707	43	173,542	
Alberta	20	75,293	18	65,297
Quebec	20	67,798	20	63,563
Manitoba	6	24,050	6	27,951
Nova Scotia	6	12,669	6	12,669
Saskatchewan	4	13,209	4	13,209
New Brunswick	4	12,467	4	12,454
Total Canada	161	629,676	157	578,029
Total United States	4	22,506	4	22,606
Total Le Château Stores	165	652,182	161	600,635

and Square Footage

LE CHÂTEAU STORES

Le Château, committed to research, design and product development, manufactures approximately 45% of the Company's goods in its own Canadian production facilities.

All stores are in Canada, except for four locations in the New York City area. Our 165 retail locations - which average 3,500 square feet in size, all stores are in Canada, except for four locations in the New York City area.

Le Château brand name clothing is sold exclusively through All stores are in Canada, except for four locations in the New York City area.

Le Château forward apparel, accessories and footwear to style-conscious women and men. Our brand's success is built on quick identification of and response to fashion trends through our design, product development and vertically integrated operations.

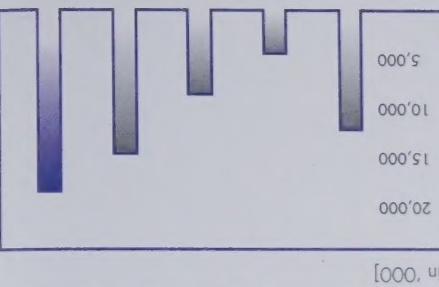
Le Château is a leading Canadian specialty retailer offering fashion-forward apparel, accessories and footwear to style-conscious women and men. Our brand's success is built on quick identification of and response to fashion trends through our design, product development and vertically integrated operations.

LE CHÂTEAU STORES

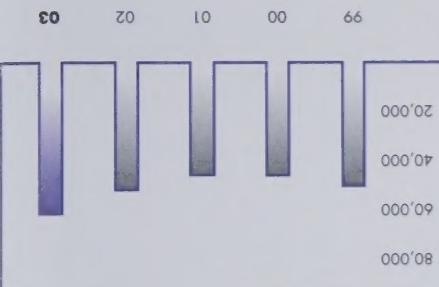
FINANCIAL HIGHLIGHTS

(in thousands of dollars except per share data and ratios)

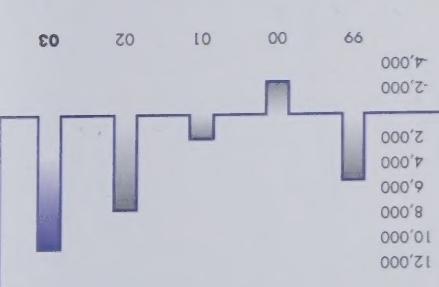
03 02 01 00 99



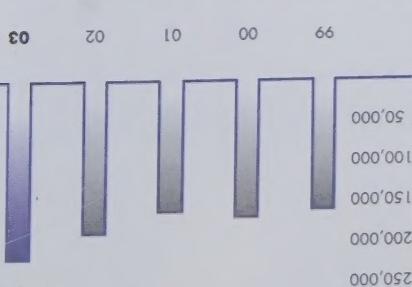
CASH FLOW FROM OPERATIONS



NET EARNINGS (LOSS) [in '000]



CASH FLOW FROM OPERATIONS



Le château 2003 ANNUAL REPORT

